



08. Stadtratsprotokoll / 8^{ème} *procès-verbal du Conseil de ville*

Sitzung vom Mittwoch, 23. Juni 2010, 18.00 Uhr
Séance du mercredi 23 juin 2010 à 18 heures

Ort: Aula Primarschule Neumarkt, Logengasse 2
Lieu: Aula de l'école primaire du Marché-Neuf, rue de la Loge 2

Anwesend / *Présents:*

Olivier Ammann, Marc Arnold, Dana Augsburg-Brom, Niklaus Baltzer, Muriel Beck Kadima, Paul Blösch, Andreas Bösch, Urs Brassel, Patrick Calegari, Barbara Chevallier, Pablo Donzé, Samantha Dunning, René Eschmann, Monique Esseiva, Charlotte Garbani, Pierre-Yves Grivel, Samuel Grünenwald, Christoph Grupp, Nathan Güntensperger, Roland Gurtner, Werner Hadorn, Peter Isler, Stefan Kaufmann, Hans-Ulrich Köhli, Thomas Lachat, Kerstin Lehniger, Teres Liechti Gertsch, Fiorella Linder, Christian Löffel, Claire Magnin, Peter Mischler, Émilie Moeschler, Franziska Molina, Michèle Morier-Genoud, Cédric Némitz, Alain Nicati, Pierre Ogi, Maurice Paronitti, Alain Pichard, Hugo Rindlisbacher, Daphné Rüfenacht, Martin Rüfenacht, Martin Scherrer, Béatrice Sermet-Nicolet, Fatima Simon, Heidi Stöckli Schwarzen, Salome Strobel, Daniel Suter, Andreas Sutter, Anna Tanner, Martin Wiederkehr, Max Wiher, Sybille Zingg, Carine Zuber

Entschuldigt / *Absence(s) excusée(s):*

Pascal Fischer, Hanspeter Habegger, Markus Habegger, Rudolf Habegger, Peter Moser, Ariane Tonon

Vertretung des Gemeinderates / *Représentation du Conseil municipal:*

Stadtpräsident Hans Stöckli

Gemeinderätinnen/Gemeinderäte François Contini, Erich Fehr, Hubert Klopfenstein, Pierre-Yves Moeschler, René Schlauri, Barbara Schwickert, Silvia Steidle

Entschuldigt Gemeinderat / *Absence(s) excusée(s) du Conseil municipal:*

-

Vorsitz / *Présidence:*

Herr Stadtratspräsident Thomas Lachat

Sekretariat / *Secrétariat:*

Regula Klemmer, Ratssekretärin

Behandelte Geschäfte / <i>Affaires traitées</i>	Seite/Page
119. Genehmigung der Traktandenliste	339
120. Mitteilungen Stadtratsbüro	339
• Abrechnung in der Kompetenz der GPK	339
121. Protokollgenehmigung (21. Januar 2010 / Nr. 1)	339
122. Wahl eines Mitglieds der Spezialkommission für die Projekte "Struktur Biel 2013 und Esplanade"	340
123. 20100095 Bewilligung von Nachkrediten zulasten der Jahresrechnung 2009	340
124. Jahresrechnung 2009	345
• Eintreten	345
• Präsidialstab	352
• Finanzdirektion	353
• Sicherheitsdirektion	356
• Bildungs-, Sozial- und Kulturdirektion	357
125. Begründung der Dringlichkeit überparteiliches Postulat 20100226 Tanner/ Rüfenacht / Güntensperger / Gurtner / Beitritt zum Solidaritätskomitee "MÜHLEBERG-Ver-Fahren" gegen das Atomkraftwerk Mühleberg	361
124. Jahresrechnung 2009 (Fortsetzung)	362
• Baudirektion	362
• Sonderrechnungen	362
• Beschlussesentwurf	363
126. 20090400 Finanzstrategie	363
127. Geschäftsbericht 2009 der Stadtverwaltung Biel	379
• Allg. Gemeindeverwaltung	379
• Sicherheitsdirektion	382
• Baudirektion	382
• Bildungs-, Sozial- und Kulturdirektion	383
128. Neueingänge	385

Lachat Thomas, Stadtratspräsident: Ich begrüsse den Stadtrat zur heutigen Sitzung. Heute wird die Sitzung länger dauern als die beiden letzten Male. Auf den Tischen liegt folgende Unterlage auf:

- Jahresbericht 2009 der Stadtbibliothek Biel

Ich mache die Stadtratsmitglieder ferner darauf aufmerksam, dass einzelne Exemplare der versandten Geschäftsberichte 2009 der Stadt teilweise (aufgrund von Problemen beim Druck) unvollständig sind. Wer einen fehlerhaften Bericht erhalten hat, kann diesen beim Weibel gegen ein vollständiges Exemplar austauschen.

119. Genehmigung der Traktandenliste

Lachat Thomas, Stadtratspräsident: Da Peter Moser heute abwesend ist, hat er mich gebeten, dass die Behandlung von Traktandum 15.7 (Überparteiliche Motion 20100036, Peter Moser, FDP, Daphné Rüfenacht, Grüne Biel, Peter Isler, SP, "Abklären der Möglichkeiten zur tiefen Geothermie in Biel") auf morgen verschoben wird, sofern dieses Traktandum bereits heute an die Reihe käme.

Die Traktandenliste wird mit dieser Bemerkung vom Stadtrat stillschweigend genehmigt.

120. Mitteilungen Stadtratsbüro

Es sind keine Mitteilungen zu vermelden.

Abrechnung in der Kompetenz der GPK

Klemmer Regula, Ratssekretärin: Die GPK hat anlässlich ihrer Sitzung vom 17. Juni 2010 die Abrechnung des folgenden Verpflichtungskredits der Baudirektion in eigener Kompetenz und einstimmig genehmigt:

- **20060292** Schulhaus und Kindergarten Geissried, Aussenraumgestaltung

121. Protokollgenehmigung (21. Januar 2010 / Nr. 1)

Klemmer Regula, Ratssekretärin: Frau Beck machte das Ratssekretariat darauf aufmerksam, dass sich im heute zur Genehmigung stehenden Protokoll auf Seite 41 ein kleiner Tippfehler eingeschlichen hat. Dort steht "Gemeinplätze", es sollte aber "Gemeindeplätze" heissen.

Das Protokoll Nr. 1 vom 21. Januar 2010 wird vom Stadtrat mit dieser Änderung stillschweigend genehmigt.

122. Wahl eines Mitglieds der Spezialkommission für die Projekte "Struktur Biel 2013 und Esplanade"

Moeschler Émilie, au nom du Groupe socialiste: Le Groupe socialiste propose Barbara Chevallier à l'élection de remplacement pour la Commission préconsultative spéciale pour les projets "Structures biennoises 2013 et Esplanade". Nous avons toute confiance en Barbara Chevallier pour assumer cette tâche d'accompagnement pour la réforme de l'Administration. C'est avec grand plaisir, que je céderai ma place à Barbara Chevallier, si elle est élue. Je vous remercie de votre attention.

Lachat Thomas, Stadtratspräsident: Gibt es weitere Kandidaturen? Wenn nicht, stimmen wir ab.

Abstimmung

Auf Vorschlag der Fraktion SP wird gewählt:

Frau Barbara Chevallier (PSR)

Lachat Thomas, Stadtratspräsident: Ich gratuliere Frau Chevallier zu ihrer glanzvollen Wahl.

123. 20100095 Bewilligung von Nachkrediten zulasten der Jahresrechnung 2009

Sutter Andreas, GPK: Die GPK stimmt dem Antrag des Gemeinderats zu.

Grünenwald Samuel, au nom du Groupe Forum: Le Groupe Forum a regardé de près les différents crédits additionnels à la charge du compte annuel 2009. La somme totale de 11'216'946.51 fr. est importante. Toutes ces demandes de crédits additionnels, provenant de l'ensemble de l'administration, nous indiquent qu'il n'est pas toujours possible de prévoir tous les imprévus. Fort heureusement, toutes ces demandes sont compensées par des économies sur d'autres comptes. Ceci n'est toutefois pas une consolation.

En ce qui concerne le Département informatique et logistique (position 1.1), le Groupe Forum estime, que les dépenses dans ce domaine sont importantes, pour une structure adéquate et efficace de notre Administration. Cependant, nous devons aussi constater, que les coûts dans ce domaine sont en constante augmentation et qu'une planification des besoins doit être mieux entreprise et ciblée, en utilisant tous les moyens, afin d'obtenir toute l'efficacité nécessaire et ceci à moindres coûts. Il faudrait éventuellement penser à du "outsourcing".

Nous demandons des explications au Conseil municipal sur différents points:

1. Pour ESB (position 5.1.2 Électricité), la constitution d'une provision de 3'318'009 fr., pour des risques de régularisation du réseau a été faite. De quels risques s'agit-il? Le montant de 3'318'009 nécessite des éclaircissements à nos yeux. Différents centres de comptes annuels et comptes d'exploitation n'existaient pas jusqu'à ce jour, BDO Visura a recommandé de créer, pour cette situation, un financement spécial dans le compte communal MCH (Modèle comptable harmonisé). Quelles en sont les raisons? À quel stade en sont les éclaircissements en cours figurant sur le document?
2. Concernant ESB (position 5.1.9 Gaz), il est stipulé, que le dépassement de 179'493.73 fr. est dû en grande partie à la faillite de Weber Benteli S.A. à Brügg. Nous demandons à ESB, si cette somme a simplement passé par le compte "Pertes sur débiteurs/Réductions de contre-prestations". Quelles démarches ont été faites pour récupérer cet argent envers l'entreprise concernée? Qu'est-il entendu par "Pertes sur débiteurs/ Réductions de contre-prestations"? S'agit-il de prestations réduites?
3. Concernant les Affaires sociales (position 3.6), il est dit, qu'avec le montant de 197'811.04 fr., le Département des affaires sociales doit prendre en charge les primes des caisses-maladie des personnes, qui n'ont pas pu changer de caisse à temps. Le Groupe Forum aimerait savoir, comment une telle chose peut arriver! Le système ne date pas d'hier. Le Département des affaires sociales n'en avait-il pas connaissance avant l'établissement du budget? Il nous intéresserait de savoir, si la prise en charge de ces montants ou de la totalité des primes concernées sont prises totalement en charge? Le Département des affaires sociales a-t-il pris des engagements pour la récupération de ces sommes?

C'est très volontiers que nous attendons les réponses et éclaircissements du Conseil municipal. En principe, le Groupe Forum est favorable à l'approbation des crédits additionnels à la charge du compte annuel 2009. Merci.

Némitz Cédric, au nom du Groupe socialiste: À notre avis, il n'y a pas lieu de mener de grands débats sur les crédits additionnels portés à la charge des comptes 2009. Néanmoins, le Groupe socialiste a étudié ces demandes de crédits additionnels, sans un oeil de spécialiste, mais pourtant dans le détail. Vous savez, que le diable se cache souvent dans le détail. Le Groupe socialiste souhaite poser deux questions de détail:

1. Concernant le Département informatique et logistique (position 1.1), nous constatons des dépenses liées au échanges d'anciens PC, notamment les frais pour des licences américaines, dont le nom de l'entreprise commence par "micro" et fini par "soft", mais encore plus conséquents, des frais pour des licences de logiciels SAP. Ces dépassements sont récurrents et ils se répètent toutes les années. Le Groupe socialiste aimerait poser la question suivante: pourquoi ces dépenses aussi importantes ne peuvent-elles pas être mieux planifiées?
2. Un certain nombre d'entre nous a fait des additions assez précises et nous n'arrivons pas toujours à trouver la bonne solution. Par exemple au point 3.1 (Projets sociaux concernant la jeunesse, le sport, la famille, etc.). On peut prendre les chiffres comme l'on veut, on n'arrive pas aux chiffres donnés:

137'400 fr. moins 30'000 fr. font bien 107'400 fr. alors que le montant à la charge du financement spécial est pourtant de 137'400 fr. Le problème est le même au point 3.5 (Écoles primaires et secondaires). Les chiffres ne correspondent pas et aucune explication n'est donnée, ce qui est bien dommage, vous en conviendrez!

Stöckli Hans, Finanzdirektor: Ich danke für die gute Aufnahme dieses Geschäfts, das sehr arbeitsaufwändig und zeitintensiv ist. Wie aus den Unterlagen ersichtlich ist, wurde ein Teil der Nachkredite bereits vom Gemeinderat bewilligt. Beinahe die Hälfte aller Nachkredite sind auf die Problematik mit dem ESB zurückzuführen. Frau Schwickert wird diese erläutern. Die Fragen der Fraktion SP betreffend IUL (Informatik und Logistik) kann ich wie folgt beantworten. Es wäre jeweils gut, solche Fragen im Vorfeld zu stellen, diesmal reicht das Wissen des Finanzdirektors aber aus, um sie aus dem Stegreif zu beantworten. Wie beschrieben, ist jeweils im Juni des Vorjahres, im Zuge des laufenden Budgetierungsprozesses, noch unklar, wie viele und welche Applikationen die Verwaltung tatsächlich nutzen wird. In letzter Zeit gab es eine grosse Zunahme von Arbeitsplätzen, insbesondere in der Bildungs-, Sozial- und Kulturdirektion (BSK). Die Schaffung von über hundert neuen Arbeitsplätzen generiert hohe Kosten in den Bereichen Miete und Informatik. Im Zeitpunkt der Budgetierung sind die Detailzahlen noch nicht bekannt. 2009 wurden nun wesentlich mehr Anwendungen in Betrieb genommen als ursprünglich geplant. Wenn aber die Nettozahlen dieser Abteilung angeschaut werden, kann zum Glück festgestellt werden, dass die Kosten gesenkt werden konnten. 2008 betrug die Nettobelastung CHF 4,46 Mio., 2009 nur noch CHF 4,3 Mio. Trotz Nachkrediten konnten die Kosten in der BSKD also insgesamt gesenkt werden. Dies dank der Weisung, dass Budgetüberschreitungen intern kompensiert werden müssen. Ich gebe der Fraktion SP jedoch insofern Recht, dass es für alle einfacher wäre, wenn in der Informatik auf stabile Personalbestände gezählt werden könnte. Hier ist das Parlament herzlich eingeladen, nicht allzu viele Stellenschaffungen zu bewilligen.

Schwickert Barbara, Sicherheitsdirektorin: Es wurden drei berechtigte Fragen zu drei Rechnungsposten des ESB gestellt, mit welchen sich auch der Gemeinderat lange befasst hat. Zum Ersten geht es um die CHF 3,0 Mio. Rückstellungen auf der Sicherheitsdirektion (Ziffer 2.1 des Berichts). Herr Grünenwald möchte wissen, welches Risiko diese Rückstellungen absichern sollen. Es geht darum, dass noch nicht bekannt ist, wie hoch die Abgaben des ESB aus dem Stromhandel an die Stadt effektiv sein werden. Der ESB erhielt - wie übrigens auch andere Stadtwerke - letztes Jahr von der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ElCom) ein Schreiben, in welchem diese regulatorische Behörde angekündigt hat, dass sie neue Abgaberegeln für Stadtwerke definieren wird. Bis heute liegen diese Vorschriften aber noch nicht vor. Damit besteht ein gewisses Risiko, dass der ESB der Stadt weniger Abgaben zukommen lassen kann als angenommen. Die Sicherheitsdirektion hat dieses Risiko auf rund CHF 3 Mio. geschätzt. Selbstverständlich wird die Stadt Biel aber alles in ihrer Macht stehende unternehmen, um auch weiterhin Abgaben des ESB im bisherigen Rahmen zu erhalten. Aber es ist wie gesagt noch offen, weil die Vorschriften der ElCom noch nicht bekannt sind. Aus reiner Vorsicht wurde deshalb diese Rückstellung vorgenommen.

Auch die zweite Frage betrifft eine Rückstellung, nämlich eine solche beim ESB selber (Ziffer 5.1.2, Elektrizität) von CHF 3,3 Mio.. Im Bericht hat die Sicherheitsdirektion versucht, diese Rückstellung zu erklären. Für die

Rechnungslegung im Strombereich sind für den ESB zwei verschiedene Vorgaben massgeblich: Einerseits die Vorgaben der ECom (Stromversorgungsgesetz), andererseits diejenigen des Kantons (Gemeindegesezt / Harmonisiertes Rechnungsmodell (HRM)). Das heisst, der ESB ist dazu verpflichtet, verschiedene Kostenrechnungen zu führen. Da der ESB eine städtische Abteilung ist, muss er die Rechnung nach HRM-Kriterien vorlegen und als Stromversorger nach den Kriterien der ECom. Beide sehen für das Netz unterschiedliche Bewertungskriterien (Netzbewertung, Aktivierungsgrenzen) vor. So liegt die Aktivierungsgrenze im einen Fall bei CHF 50'000.- und im anderen bei CHF 100'000.- und auch die Abschreibungszeit wird unterschiedlich gehandhabt (der Kanton hat kürzere Abschreibungsfristen). Dies alles führt zu Differenzen. Dabei geht es nicht um Geld, welches irgendwo in einer Kasse liegt, sondern es geht um unterschiedliche Betrachtungsweisen. Die daraus entstehende Differenz macht nun diese CHF 3,3 Mio. Rückstellung aus. Herr Grünenwald hat noch gefragt, ob dies erstmals so sei, oder bereits früher so gewesen sei. Der ESB hat tatsächlich auch bereits 2008 eine kleinere Rückstellung gemacht. Es war das erste Jahr nach Inkrafttreten der neuen Strommarktgesetzgebung auf Bundesebene. Der ESB beantragt hier also eine Rückstellung vorzunehmen. Damit stellt sich die Frage, wie es denn um eine Spezialfinanzierung zur Strommarktliberalisierung steht. Bis heute hat man noch keine Schritte in diese Richtung unternommen. Es eilt im Moment allerdings auch nicht. Dies wird alles im Zusammenhang mit der Rechnungslegung 2010 geregelt werden müssen. Es gilt, sich bis dahin darüber klar zu werden, wie mit der Strommarktliberalisierung adäquat umgegangen werden soll. Falls eine Spezialfinanzierung geäufnet werden sollte, müssten vorher Sinn und Zweck einer solchen, aber auch der Verwendungszweck, genau geprüft werden.

Die letzte Frage betrifft Ziffer 5.1.9: Dort geht es um die Gas- und nicht mehr um die Stromversorgung. Der Gemeinderat hat den Konkurs der Firma Weber Benteli AG sehr eng begleitet, der nicht nur für Aussenstehende und den ESB völlig unvermittelt eintrat. Seitens des ESB wurde auf die Firma Druck ausgeübt, ihre ausstehenden Gasrechnungen noch zu begleichen, aber es war bereits zu spät. Biel nahm sofort mit der Standortgemeinde Brügg Kontakt auf. Sie wissen vielleicht, dass gerade Brügg durch den Konkurs von Weber Benteli noch viel mehr als Biel verloren hat, weil die Standortgemeinde den Betrieb mit Strom belieferte. Gemeinderat und ESB haben alles unternommen, um noch Geld einbringlich zu machen. Es wurde ein Kollokationsplan erstellt und die Forderungen dort geltend gemacht. Es wird wirklich alles daran gesetzt, um wenigstens noch einen Teilbetrag einbringlich zu machen. Es ist aber noch alles offen und von einem längeren Verfahren ist auszugehen.

Moeschler Pierre-Yves, directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture: Si Monsieur Némitz m'avait posé la question avant, j'aurais pu chercher une réponse auprès des spécialistes. Je lui répondrai volontiers après avoir consulté les spécialistes en question.

Monsieur Grünenwald, en ce qui concerne votre question, cette pratique, comme il est dit dans le texte, est tout à fait récente. Elle a été introduite en 2009. Elle n'était pas connue au moment de la budgétisation 2009 et c'est la raison de ces déficits tout à fait regrettables. Les dossiers des primes des caisses-maladie des clients de l'aide sociale sont gérés par les services sociaux eux-mêmes. Le Canton, après une décision prise conjointement par la Direction de la justice et la Direction de la santé

publique, ne rembourse, qu'à hauteur des primes les moins élevées. Je peux vous dire, qu'il y a eu beaucoup d'échanges entre ces deux directions, car elles n'étaient pas d'accord à ce sujet. Suite à la décision prise, cela nous oblige à faire un exercice administratif gigantesque, étant donné que nous gérons les caisses-maladie de nos clients. Chaque année, nous devons vérifier toutes les polices d'assurance et changer une quantité énorme de polices vers des caisses-maladie meilleures marchées. Un grand nombre du personnel est occupé, durant un temps important et finalement, nous n'arrivons pas à maîtriser la masse de travail et à faire tout ce qu'il faut faire à temps. Cette situation est totalement insatisfaisante et nous devons obtenir du Canton, qu'il change cette directive ou il faudra introduire une autre pratique, comme celle d'autres villes, qui consiste à laisser les clients de l'aide sociale gérer eux-mêmes leur assurance maladie et subir eux-mêmes les conséquences des décisions cantonales, ce qui n'est pas souhaitable, du point de vue de la politique sociale.

Gurtner Roland, Passerelle: J'ai des questions s'adressant à la Direction des finances, concernant le Département informatique et logistique (position 1.1). Il est indiqué, que l'écart total de 620'628.16 fr., est compensé comme suit: 267'628.16 fr. sur le compte 28010.30100000 et 41'000 fr. sur le compte 28500.31800000. Ces comptes concernent les traitements du personnel administratif et d'exploitation. Du personnel a-t-il été licencié? Est-ce que l'on a renoncé à occuper certains postes? Des départs à la retraite ont-ils eu lieu?

Stöckli Hans, Finanzdirektor: Im Bereich der Abteilung Informatik und Logistik wurde niemand entlassen, das ist klar. Es gab aber Pensionierungen. Diese Stellen wurden nicht immer sofort wieder besetzt. Insgesamt beträgt der Personalaufwand CHF 3,5 Mio. Es ist völlig normal, dass bei einer solchen Lohnsumme nicht alle finanziellen Mittel ausgegeben werden. Dementsprechend ist eine Kompensation möglich.

Abstimmung

Der Stadtrat von Biel **beschliesst** nach Kenntnisnahme vom Bericht des Gemeinderates vom 7. Mai 2010 betreffend Bewilligung von Nachkrediten zu Lasten der Jahresrechnung 2009, gestützt auf Art. 39, Abs. 2 Bst b der Stadtordnung vom 9. Juni 1996 (SGR 101.1):

Folgende Nachkredite von insgesamt CHF **11'216'946.51** werden bewilligt:

Konto Nr. 28010.31800000, Informatik und Logistik	CHF	620'628.16
Konto Nr. 300.36300000, Sicherheitsdirektion	CHF	3'000'000.00
Konto Nr. 40200.36559000 Soz. Projekte Jugend, Sport, Familie	CHF	137'400.00
Konto Nr. 42000.31700000, Schule und Sport	CHF	114'204.20
Konto Nr. 42000.36541200, Schule und Sport	CHF	165'145.45
Konto Nr. 42400.31400000, Schulen der Prim.- und Sek.stufe	CHF	164'383.61
Konto Nr. 42400.31500000, Schulen der Prim.- und Sek.stufe	CHF	161'335.70
Konto Nr. 45000.31800000, Soziales	CHF	197'811.04
Konto Nr. 54000.31400000, Hochbau	CHF	142'935.62
Konto Nr. 900.30000000, Elektrizität	CHF	675'500.00
Konto Nr. 900.41200000, Elektrizität	CHF	3'318'009.00

Konto Nr. 900.50000000, Elektrizität	CHF	149'700.00
Konto Nr. 900.53000000, Elektrizität	CHF	260'100.00
Konto Nr. 900.56000000, Elektrizität,	CHF	139'100.00
Konto Nr. 900.57500000, Elektrizität	CHF	661'000.00
Konto Nr. 902.32500000, Gas	CHF	171'700.00
Konto Nr. 902.50500000, Gas	CHF	115'300.00
Konto-Nr. 902.84000000, Gas	CHF	179'493.73
Konto Nr. 906.35500000, ESB Dienste	CHF	413'000.00
Konto Nr. 906.36000000, ESB Dienste	CHF	302'400.00
Konto Nr. 906.41000000, ESB Dienste	CHF	127'800.00
TOTAL	CHF	11'216'946.51

124. Jahresrechnung 2009

Eintreten

Rüfenacht Martin, GPK: Dieses Traktandum ist ein "pièce de résistance" des heutigen Abends. Ich möchte den Ablauf von seiten der GPK bekanntgeben. Die GPK wird sich vor allem zum Eintreten äussern, dann aber auch zu einzelnen Direktionen. Bei einigen Direktionen konnten die Fragen der GPK bereits im Vorfeld durch die Verantwortlichen in der Verwaltung beantwortet werden. An dieser Stelle möchte ich diesen für die gute Zusammenarbeit, die Transparenz und für die gute Kommunikation danken.

Die Jahresrechnung 2009 schliesst mit einem Ertragsüberschuss von CHF 52'677.- ab. Dies bei einem Aufwand von CHF 328'308'608.- und einem Ertrag von CHF 328'361'284.-. Im Oktober 2008 stimmte der Stadtrat einem Budget mit einem Aufwandüberschuss, also einem Defizit, von fast CHF 10 Mio. zu. Seit zehn Jahren geht das nun schon so: Der Gemeinderat und insbesondere der Finanzdirektor malen in der Budgetdebatte des Stadtrats Szenarien mit tiefroten Zahlen und weisen in der Rechnung regelmässig einen Ertragsüberschuss aus. Der Stadtrat gewöhnte sich teilweise an die dunklen Szenarien, doch es kam schlussendlich immer gut... Diesmal allerdings nur knapp, Biel kommt mit einem blauen Auge davon. Was braucht es, um aus einem Defizit von CHF 10 Mio. eine dicke schwarze Null zu schreiben? Ist es einfach das sprichwörtliche Glück der Tüchtigen oder ist es auch Können? Sicher ist, dass die Auswirkungen der Wirtschaftskrise 2009 nicht im befürchteten Mass eingetroffen sind. Dies hatte vielschichtige Konsequenzen. Die Steuereinnahmen fielen höher als erwartet aus, viele Sozialausgaben mussten nicht getätigt werden (auch wenn sie im Lastenausgleich hätten verrechnet werden können). Viele Nebentätigkeiten in diesem Bereich, also flankierende Massnahmen, mussten nicht ergriffen werden. Im Rechnungsjahr 2009 ist es erfreulich, dass sich die Steuereinnahmen bei den natürlichen Personen verbessert haben, dies insbesondere bei Personen, die CHF 60'000.- und mehr versteuern. Die Stadt wurde also für dieses Einwohnersegment attraktiver. Leben, arbeiten und wohnen in Biel wurden auch für diesen Bevölkerungsteil attraktiv. Ein sehr wichtiger Punkt sind die immer wiederkehrenden Landverkäufe. Es ist nicht das erste Mal, dass der Verkauf von

Land dazu beiträgt, dass die Rechnung positiv abschliesst. Die grossen Landreserven, über welche die Stadt noch verfügt, bieten eine gewisse Sicherheit. Sie bergen aber auch gewisse Gefahren. Fällt die Rechnung schlecht aus, könnte ein Landverkauf nötig werden, ohne dass eine Nachfrage besteht. Eine dank guten Landverkäufen stetig positive Rechnung hingegen könnte dazu führen, dass die Lösung struktureller Probleme oder organisatorische und personelle Anpassungen verzögert werden. Im Personalbereich wies die Rechnung ein um mindestens CHF 1 Mio. besseres Resultat aus, weil die Teuerung weniger hoch ausfiel als erwartet und weil 2009 budgetierte Stellen erst 2010 ausgeschrieben oder besetzt wurden. Diese Verschiebungen sowie die Anstellung von jüngeren, billigeren Mitarbeitenden machen CHF 1 Mio. aus. Im Weiteren wurde 2009 weniger Sachausgaben getätigt als budgetiert. Das heisst, offenbar konnte auf einiges verzichtet werden, ohne dass wirklich die Luft ausging.

Die Stadt Biel verfügt über Reserven. Diese setzen sich aus CHF 52 Mio. Eigenkapital, CHF 126 Mio. Spezialfinanzierungen und enormen Landreserven zusammen. Das heisst, auch in schlechten Zeiten kann massvoll investiert werden, um eine gewisse Baisse zu überwinden und das gute Image der Stadt aufrecht zu erhalten. So lohnt es sich, in Biel zu leben und zu arbeiten. Damit würdigt die GPK die Rechnung 2009 positiv. Sie ist aber mit Vorsicht zu betrachten. Jede positive Serie kann einmal zu Ende sein. Das ist nicht nur im Sport so, sondern auch bei den Finanzen. Mit Sicherheit haben einige Positionen noch Luft und Optimierungspotenzial. Die kommende Finanzstrategie wird dies aufzeigen. Die GPK dankt den Verantwortlichen und all jenen, welche sich für eine schwarze Null eingesetzt haben.

Isler Peter, Fraktion SP: Ich nahm schon an, dass Herr Rüfenacht das Wesentliche sagen würde. Deshalb sage ich jetzt etwas anderes, was aber auch nicht unwesentlich ist. Es ist etwas weniger technisch. Ich kann dem Stadtrat unmöglich alle Überlegungen weitergeben, welche sich die Fraktion SP zur Jahresrechnung 2009 gemacht hat. Es ist wohl das Sinnvollste, wenn ich versuche, die Haltung der Fraktion SP in einer Diskussion darzustellen, in der es vorerst um das Allgemeine zur Rechnung 2009 geht. Der Stadtrat hat heute zwei Dinge zu kommentieren, die verwandt sind, aber dennoch unterschieden werden müssen. Sowohl Rechnung als auch Finanzstrategie müssen kommentiert, angefochten, gewürdigt oder was auch immer werden. Die Rechnung ist ein Blick in die Vergangenheit, die Strategie ein Blick in die Zukunft. Ich spreche jetzt namens der Fraktion SP über die Rechnung und nur über die Rechnung. Den Blick in die Zukunft überlässt die Fraktion SP den Jungen. Die Stadtratsmitglieder erinnern sich: die Rechnungen der letzten Jahre waren äusserst erfreulich. Ist die Rechnung dieses Jahr unerfreulich? Ich meine nein! Die Stadt hat es geschafft, in einem veränderten Umfeld ein ausgeglichenes Resultat zu erwirtschaften. Langfristig kann auch der Stadtrat zur guten Finanzlage beitragen. Er kann Kredite sprechen oder verweigern, Stellen bewilligen, Beiträge aller Art - zum Beispiel Kulturbeiträge - sprechen, erhöhen, vermindern. Er kann Steuern und Gebühren beeinflussen. Kurz, der Stadtrat hat eine eigene Verantwortung, das sollte nicht vergessen werden. Ich komme darauf zurück. Aber der haushälterische Umgang mit den Ressourcen innerhalb eines Jahres liegt in den Händen des Gemeinderats und der Verwaltung. Die Rechnung schliesst mit einem Überschuss von CHF 52'000.-, das heisst ausgeglichen, ab. Das entspricht der seit Jahren formulierten und rundherum akzeptierten Zielsetzung einer im Durchschnitt der Jahre ausgeglichenen Rechnung. Jetzt haben wir sie! Es könnte eigentlich so weitergehen,

oder nicht? Nicht ganz, denn schlechte Jahre sind nur dann keine Katastrophe, wenn es auch gute Jahre gibt, was für Biel glücklicherweise der Fall war. Zum Glück haben sich diese guten Jahre vor den schlechten eingereiht. Stellen Sie sich vor, der Stadtrat müsste jetzt sagen: "Die kommenden drei Jahre werden miserabel sein, aber keine Sorge, in den Jahren vier, fünf und sechs wird alles wieder gut". Das geht einfach nicht, wenn auch in vielen Ländern auf diese Art politisiert wird. Der Stadtrat darf sich aber ein bisschen Gelassenheit leisten. Ich sage dies im Hinblick auf die Diskussion um die Finanzstrategie.

Zurück zur Rechnung: Sie schliesst nicht nur ausgeglichen ab, sie schliesst auch um CHF 9 Mio. besser als budgetiert ab. Das stimmt aber auch nicht ganz, denn im Budget war eine Entnahme von CHF 8 Mio. aus der Spezialfinanzierung Buchgewinne (680.93) vorgesehen. Das heisst die Rechnung schliesst CHF 17 Mio. besser als das Budget ab! Auch das stimmt nicht genau, denn vor Abschluss konnten der Spezialfinanzierung Buchgewinne CHF 6 Mio. gutgeschrieben werden. Die Stadt macht also im Jahr 2009 einen Gewinn von CHF 6,052 Mio. und sie schliesst um CHF 24 Mio. besser als erwartet ab. Dies ist zwar nicht so erfolgreich wie in den vergangenen fetten Jahren, aber immer noch erfolgreich, das kann man wohl sagen. Das sind Sätze, die einem sogenannten "AFA", einem "Amateur-Finanzanalytiker" beim Studium der Rechnung einfallen. Damit möchte ich zwei Dinge sagen:

1. Die Rechnung ist eine Botschaft. Unsere Finanzexperten haben durchaus die Möglichkeit, den Rechnungsabschluss zu gestalten. Ich verwende absichtlich nicht das negativ geprägte Wort manipulieren. Manipulieren suggeriert Betrug, es heisst verstecken und täuschen und ist illegal oder kriminell. Das meine ich nicht. All diese Zahlen sind ausgewiesen. Der Gemeinderat hat das Recht, die Rechnung zu gestalten und er hat die Pflicht, seine Botschaft zu formulieren. Man muss das einfach wissen. Was sagt der Gemeinderat? Er sagt: "Passt auf, die fetten Jahre sind vorbei!" Das ist auch die Ansicht der Fraktion SP. Natürlich könnte der Gemeinderat auch ein Defizit oder einen Gewinn in der Grössenordnung von CHF 5 Mio. ausweisen. Das wäre dann eine andere Botschaft. Ich öffne nun eine Klammer, denn ich liebe Klammern. Ich hoffe, der Stadtratspräsident wird mich nicht mit dem Ruf unterbrechen: "Zur Sache, Schätzchen"... Die Fraktion SP erachtet den Gemeinderat nicht als Feind des Stadtrats, sondern als Partner, der diesen in demokratischen Prozessen ergänzt. Es ist denkbar, dass die beiden Organe nicht immer der gleichen Meinung sind, sie sind aber nicht Feinde. Dies habe ich während der letzten Stadtratssitzung anlässlich der ESB-Debatte vergessen zu sagen. Hier ist die Klammer geschlossen. Die Botschaft des Gemeinderats lautet also: "Passt auf, die fetten Jahre sind vorbei."
2. Ich trete hier auch im Namen der Fraktion als Anti-Panikmacher auf. Als solcher sage ich, die Fraktion SP wünscht sich nicht einen fetten, allmächtigen Staat, der alles bezahlt und kontrolliert, wie dies der Linken passenderweise immer noch vorgeworfen wird. Es geht um den Staat und um seine Aufgaben. Der Staat, das heisst die Stadt, soll nicht so viel wie möglich tun, sondern Dinge ermöglichen. Das ist nicht dasselbe. Der Staat soll Bedingungen schaffen, die eine gesellschaftliche Entwicklung erlauben. Es gibt Dinge, die Private besser können und andere Dinge, die der Staat besser kann. Zudem gibt es Massnahmen, die nur der Staat erfüllen kann. Dazu gehören beispielsweise der Erhalt der sozialen Gerechtigkeit, der Schutz der Umwelt, die Rechte kommender Generationen oder

natürlich die Kultur. Hierfür braucht der Staat Geld. Geld ist das Mittel zur Entwicklung unserer Stadt. Biel ist nach wie vor in der Lage, diese Aufgaben zu meistern. Sparen? Ja. Vernachlässigung der staatlichen Aufgaben? Nein. Der Stadtrat erinnert sich. Ich trete hier im Namen der Fraktion SP auch als sogenannter "APM" auf - als "Anti-Panikmacher". Der Stadtrat muss die Diskussion um die Finanzstrategie in aller Ruhe und im Wissen um die Stärke der Stadt führen.

Die Fraktion SP dankt dem Gemeinderat und der Verwaltung für die grosse Arbeit und die Sorgfalt bei der Erstellung der Rechnung 2009. Dem Stadtrat danke ich für die Aufmerksamkeit.

Kaufmann Stefan, Fraktion Forum: Die Fraktion Forum nahm die Jahresrechnung 2009 zur Kenntnis. Sie schliesst wiederum deutlich besser ab als budgetiert. Ich las die Eintretensdebatte zum Budget 2009 nach. Bereits anlässlich vom Budget und Rechnung 2008 wies die Fraktion Forum darauf hin, dass der Rechnungsabschluss so ausfallen könnte. Das ist erfreulich. Der Einfluss der Spezialfinanzierungen und die so erzielbare Verfälschung des Rechnungsergebnisses hat mein Vorredner wunderbar ausgeführt. So resultiert ein ausgewiesener buchhalterischer Gewinn von einer schwarzen Null in der Höhe von CHF 52'000.-. Vergleicht man die Sachgruppen der Rechnungen 2008 und 2009, stellt man fest, dass die Lohnsumme um rund CHF 10 Mio. gesunken ist. Dies ist die Folge vor allem aus dem Wegfall der Stadtpolizei. Trotzdem blieb der Sachaufwand praktisch gleich hoch. Der Bereich Sachgruppen birgt also noch Sparmöglichkeiten. Eigentliche Sparbemühungen sind in der Rechnung nicht ersichtlich, ebenso wenig wie im Budget 2010. Für das Budget 2011 herrscht also das Prinzip Hoffnung. Betrachtet man die Finanzkennziffern genauer, wird die Freude getrübt. Hier haben sich die meisten Werte verschlechtert. Ich schliesse mich meinem Vorredner an, Panik ist deswegen nicht angebracht. Es sind jedoch deutliche Tendenzen erkennbar, dass die fetten Jahre vorüber sind. Die Verschuldung hat zugenommen. Dank tiefer Zinsen konnte relativ viel Fremdkapital aufgenommen werden, wirken sich aber auch negativ auf die Vermögenserträge aus. Die Steuereinnahmen liegen deutlich tiefer als im Rekordjahr 2008, trotz der Steuersenkung sind sie aber immer noch höher als 2007. Vielleicht kann davon ausgegangen werden, dass sich in Biel glücklicherweise ein paar bessere Steuerzahlende niedergelassen haben. Ich sage, der Einfluss der Kreativität von Herrn Fehr und seiner Truppe darf nicht ausser Acht gelassen werden. Die Rechnung 2009 deutet an, in welche Richtung sich die Finanzen der Stadt bewegen. Ändert das Parlament in der Budgetdebatte nichts an seiner Ausgabenhaltung, wird die Stadt eines Tages aufgrund von Sachzwängen schmerzhaft Sparübungen durchziehen müssen. Herr Isler, Ihre Botschaft habe ich gerne gehört. Die SP muss nun den Worten Taten folgen lassen.

Grupp Christoph, Fraktion Grüne Biel: Die Fraktion Grüne versuchte, das Rechnungsergebnis 2009 nicht nur, aber auch aus grüner Optik durchzuarbeiten. Die Bilanzsumme beträgt über CHF 7 Mio., der Aufwand CHF 328 Mio. (nach Abschreibungen). Wie bereits erwähnt, schliesst die Rechnung mit einer schwarzen Null ab. Dies ist kein Zufallsresultat. Es entstand einerseits durch kompetente Planung und gutes Finanzmanagement, andererseits aber auch durch Bildung und Auflösung von Reserven, Zuweisungen in oder Auflösungen von Spezialfinanzierungen und so weiter. Das heisst, das Rechnungsergebnis ist beeinflussbar. Mit den entsprechenden Überlegungen und Absichten hätte vielleicht

auch wieder ein siebenstelliger Ertragsüberschuss ausgewiesen werden können, so wie im Vorjahr, sogar ein grosser Aufwandüberschuss wäre möglich gewesen. Tatsächlich wurde aber mit einer schwarzen Null abgeschlossen. Dieser Philosophie der schwarzen Null möchte unsere Fraktion noch etwas nachgehen. Die Fraktion Grüne hat vier Überlegungen dazu angestellt, welche Varianten und Interpretationen auch noch möglich gewesen wären. Ich bin sicher, dass hinter dieser schwarzen Null eine Botschaft des Finanzdirektors steht.

Eine erste Interpretation könnte sein, dass die Verwaltung und der Gemeinderat sehr gut gearbeitet haben. Dies wurde bereits gesagt und die Fraktion Grüne schliesst sich dieser Aussage an. Im Vergleich zu anderen Gemeinwesen, die als Folge der Wirtschaftskrise 2009 sehr hohe Fehlbeträge ausweisen mussten, floriert Biel. Die Verwaltung und der Finanzdirektor dürfen dafür gelobt werden.

Ein zweites Szenario wäre eine rote Null gewesen mit einem Minus von vielleicht CHF 50'000.- oder CHF 100'000.-. Rechnerisch wäre das sicher machbar gewesen. Damit hätte der Finanzdirektor den Drohfinger gezeigt, was er wohl nicht wollte. Dafür erarbeitete er aber eine Finanzstrategie, zu der ich mich aber an dieser Stelle nicht äussern möchte.

Um bei den roten Zahlen zu bleiben: Ein drittes Szenario hätte darin bestehen können, einen deutlicheren Fehlbetrag auszuweisen als eine rote Null, eventuell gar einen Fehlbetrag im Millionenbereich. Immerhin ging die Stadt von einem Budgetdefizit von CHF 10 Mio. aus. Sicher wäre dies aber ohne grösseres Jonglieren der Finanzen nicht möglich gewesen und es wäre gegen Aussen auch kein schönes Signal gewesen, denn es steht ja eigentlich gut um die Bieler Finanzen. Diese Variante wäre also sicher schlecht gewesen.

Dann stellt sich noch die Frage, ob auch ein deutlich positiveres Ergebnis im Millionenbereich ausgewiesen hätte werden können. Immerhin ist das Rechnungsergebnis um CHF 24 Mio. besser als im Budget vorhergesagt. Diese Leistung ist respektabel. Trotzdem hätte mit Hilfe von Rückstellungen und anderem Umgang mit den Spezialfinanzierungen ein höheres positives Rechnungsergebnis erzielt werden können. Hätte man dies aber so gemacht, wäre dies für die Zukunft ein schlechtes Signal gewesen. Sparmassnahmen in den Folgejahren wären wohl kaum mehr zu realisieren gewesen.

Nun liegt uns aber eine Rechnung mit einer schwarzen Null vor. Zusammenfassend steckt darin eine respektable Leistung der Verwaltung, eine ausgewogene Finanzpolitik, die aber wie immer erheblichen Interpretationsspielraum beinhaltet. Auffallend ist der geringe Selbstfinanzierungsgrad, welcher Sorgen machen kann. Es nähme die Fraktion Grüne aber auch wunder, welche Entwicklungen dahinter stecken und wie dieser genau zu Stande kam. Dies ist sicher eine der wichtigsten der Finanzkennzahlen. Sie muss künftig im Auge behalten werden und zeigt auf, dass der Stadt in Zukunft ein kräftiger Gegenwind entgegen blasen wird. Die Fraktion Grüne dankt der Verwaltung, dem Finanzdirektor und dem Gemeinderat für das gute Rechnungsergebnis 2009.

Güntensperger Nathan, Fraktion GLP: Ich halte mich kurz und will auch nicht weiter auf die Zahlen eingehen. Dazu wurde bereits viel gesagt. Fast alle

Finanzverantwortlichen haben dieselbe Eigenart: Sie budgetieren meistens rot und schliessen meistens schwarz ab. Dies ist auch bei unserem Finanzminister, Hans Stöckli, nicht anders. Grundsätzlich ist die Fraktion GLP natürlich froh, dass die Rechnung 2009 einmal mehr wesentlich besser abschneidet als im Budget vorhergesagt. Sie möchte dem Gemeinderat und der Verwaltung für die geleistete Arbeit danken. Trotzdem kommt mir beim Studium der Rechnung folgender Grundsatz in den Sinn: Bestimme dein Ziel zu tief, damit du sicher bist, dass du es übertreffen wirst. Das Problem dabei ist nur: wenn man sein Ziel immer zu tief ansetzt, glauben die anderen irgendwann einmal nicht mehr daran. Daraus abgeleitet fordert die Fraktion GLP ein realitätsnäheres Budget und einen Stadtrat, der nicht mehr Geld ausgibt als wirklich nötig ist, um die städtischen Aufgaben zu erfüllen. Herr Grupp, ich hätte eigentlich am liebsten, dass weder eine rote noch eine schwarze sondern eine grüne Null resultiert...

Calegari Patrick, au nom du Groupe UDC plus: Permettez-moi d'exprimer une parole en français. Le Groupe UDC plus s'est réjoui du résultat positif du compte annuel 2009. Depuis que je suis membre du Conseil de ville, les budgets sont passablement négatifs, afin de faire peur et d'impressionner tout le monde, pour que chacun prenne soin de son portemonnaie et pour ensuite finir dans les comptes avec "einer schwarzen Null". Moi, je préfère la couleur bleue, que j'ai dans mes tabelles Excel. Le bleu c'est le succès et le rouge c'est le négatif! Le Groupe UDC plus rejoint toutes les belles paroles dites jusqu'à maintenant. Nous exprimons nos remerciements et compliments à l'Administration, au Conseil municipal et à la Direction des finances. Nous sommes prêts à entrer dans le débat. Merci beaucoup.

Stöckli Hans, Finanzdirektor: Für die gute Aufnahme der Rechnung 2009 möchte ich recht herzlich danken. Ich bin mit fast allen Voten einverstanden. Es ist interessant, wie versucht wird, das Rechnungsergebnis zu interpretieren. Bei Herrn Grupp's Analyse der schwarzen Null bekam ich Hühnerhaut. Herr Isler sagte, der Stadtrat sei nicht der Feind des Gemeinderats. Das höre ich sehr gerne und ich bin froh, wenn das auch anlässlich der Budgetdebatte im Oktober 2010 der Fall sein wird. Selbstverständlich akzeptiere ich die Kritik, dass allzu vorsichtig budgetiert wurde. Ich bin aber froh, dass der Sprecher der Grünliberalen dies als Tugend der Finanzverantwortlichen preist. In meiner Euphorie legte ich einmal ein Budget mit einem Nulldefizit vor. Das ist das Schlimmste, das man sich vorstellen kann, denn in diesem Fall ist es völlig undenkbar, dass unpopuläre Massnahmen beschlossen werden. Die Stadt befindet sich in einem schwierigen Prozess, in welchem sie Farbe bekennen muss. Ich bin gespannt, was eine blaue, grüne oder violette Null wäre. Die Analyse von Herrn Grupp entspricht aber derjenigen des Gemeinderats.

Die Rechnung 2009 hat negative Züge. Der eine ist, wie von Herrn Kaufmann erwähnt, dass nach vielen Jahren die Investitionen nicht 100%-ig selbstfinanziert werden können. Der Hauptgrund hierfür ist, dass noch nie so viel wie 2009 investiert wurde, nämlich über CHF 41 Mio.! Genau heute vor 20 Jahren wurde ich zum Finanzdirektor gewählt. Damals wurden jährlich CHF 4 Mio. investiert! Heute sind es zehn Mal mehr. Wenn die Stadt so rasant wächst, ist es klar, dass die Selbstfinanzierung nicht bei 100% liegen kann. Ob CHF 4 oder 40 Mio. abgeschrieben werden müssen, macht einen grossen Unterschied. Die Stadt muss die Investitionen etwas kürzen, und sie auf ein Niveau bringen, das mittelfristig wieder eine 100%-ige Selbstfinanzierung erlaubt.

Der zweite Negativpunkt ist, dass die Verschuldung seit vielen Jahren erstmals wieder zunahm. Dies hängt natürlich auch mit den grossen Investitionen zusammen. Die Verschuldung ist aber noch nicht auf Rekordhöhe. Im Verhältnis mit anderen Städten geht es Biel immer noch gut. Als ich vor 20 Jahren als Finanzdirektor anfang, war Biel bei solchen Vergleichen immer am Schluss. Die Stadt wies eine wirklich hohe Nettoverschuldung pro Einwohner auf. Heute gehört sie zu den besten der Schweiz. Dies ist eine gute Voraussetzung. Wenn aber zwei oder drei Jahre unvorsichtig budgetiert werden sollte, ist diese gute Situation schnell vergeben.

Positiv ist sicher, dass die Rechnung um CHF 24 Mio. besser abschliesst als budgetiert. Herr Isler sagte es richtig, der Überschuss beträgt effektiv CHF 6,3 Mio.. Es wäre möglich gewesen, mit einer tiefschwarzen Zahl abzuschliessen. Die Stadt hat aber die Verpflichtung, Buchgewinne einer Spezialfinanzierung zuzuweisen. Deshalb schliesst die Rechnung effektiv mit einer schwarzen Null ab. Die Situation der Steuerzahlenden ist stabil und sogar positiver als erwartet. Netto verzeichnet Biel eine Zunahme an Steuerzahlenden und es ziehen wesentlich mehr Personen mit guten Einkommen nach Biel als von Biel weg. Im Verlauf der letzten Jahre wuchs die Anzahl Steuerzahlender mit steuerbarem Einkommen von über CHF 60'000.- um das Anderthalbfache. In diesem Zusammenhang ist auch wichtig zu erwähnen, dass die Steuerzahlenden mit steuerbarem Einkommen zwischen CHF 0.- und CHF 30'000.- abnehmen. Dies wird in den Medien und Leserbriefen nie erwähnt! Die Zusammensetzung der Bevölkerung entwickelt sich also aus wirtschaftspolitischer Sicht erfreulich. Das ist wichtig und man muss sich bewusst sein, dass EinwohnerInnen mit mehr als CHF 60'000.- steuerbarem Einkommen zwar nur 25% der Gesamtbevölkerung ausmachen, ihre Beiträge aber 50% des Steuersubstrats ausmachen. Das heisst, Biel hat ein grosses Interesse daran, sich solidarisch und für alle Schichten attraktiv weiterzuentwickeln und eine gesunde Bevölkerungsdurchmischung anzustreben.

Erfreulich ist auch die Entwicklung der Passivzinsen, wie Herr Kaufmann sagte. Noch vor zehn Jahren bezahlte Biel CHF 10 Mio. mehr Passivzinsen. Man muss sich vorstellen, welcher Handlungsspielraum dadurch entsteht! Das so eingesparte Geld kann für die Stadtentwicklung verwendet werden. Deshalb ist es mir ein Anliegen, unter allen Umständen zu verhindern, dass die Passivzinsen wieder zunehmen und dadurch der Handlungsspielraum der Stadt verkleinert würde. CHF 10 Mio. kann Biel gut brauchen! Wenn das Niveau der Passivzinsen immer noch gleich hoch wäre wie vor 10 Jahren, dann wäre das heutige Rechnungsergebnis tiefrot!

2009 erfolgte in Biel eine Steuersenkung, zum Glück allerdings nur um einen halben Steuerzehntel. Die Rechnung 2009 beweist, dass die 2008 gemachten Angaben zutrafen. Wenn die prognostizierten Steuereinnahmen nicht erzielt worden wären, wäre die Rechnung nicht so ausgeglichen ausgefallen. Um das zu beweisen, wollte ich in der Rechnung 2009 auch eine schwarze Null ausweisen, das ist klar. Wenn die 2008 gemachten Aussagen nicht zugetroffen hätten, könnte der Vorwurf erhoben werden, die Steuern seien übereilig, aus wahltechnischen Gründen oder warum auch immer gesenkt worden. Fakt ist aber, dass auch 2009 ein positives Resultat erreicht werden konnte, und dies obwohl die Steuern um einen halben Steuerzehntel gesenkt wurden. Wie sich dies in Zukunft auswirken wird, muss im Rahmen der Finanzstrategie diskutiert werden. Zumindest 2009 konnte sich Biel diese

Steuersenkung leisten. Dementsprechend ist der Gemeinderat froh, dass er alle von ihm beeinflussbaren Posten im Griff hat. Selbstverständlich gibt es da und dort noch etwas Spielraum. Beim Sachaufwand wurde aber wesentlich weniger ausgegeben als budgetiert. Das heisst, wenn etwas budgetiert ist, ist es noch nicht unbedingt ausgegeben. Der Franken wird immer zweimal umgedreht, bevor er ausgegeben wird.

Ich hoffe, dass ich auf alle im Raum stehenden Fragen antworten konnte. Ich möchte das Wort von Herrn Grupp aufnehmen: Mit der schwarzen Null will der Gemeinderat zeigen, dass sich Biel in einer schwierigen Situation befindet. Die Krise hat also an die Tür geklopft. 2009 konnte sie noch einigermaßen verdaut werden. Es ist aber Zeit, sich Gedanken zu machen. Dafür wurde ja jetzt die Finanzstrategie lanciert. Leider muss ich dem Stadtrat mitteilen, dass das Rechnungsjahr 2010 bestimmt nicht schwarz abschliessen wird. Das Defizit wird aber nicht wie budgetiert CHF 20 Mio. betragen, weil bei den Steuereinnahmen eine Verbesserung erwartet wird. Ich bin aber sehr froh, dass im Rechnungsjahr 2008 Spezialfinanzierungen zum Steuerausgleich gebildet wurden. 2010 können nämlich bei den juristischen Personen massiv weniger Einnahmen erzielt werden als budgetiert. Dies wird zu einer schwierigen Situation führen. Es ist zu hoffen, dass diese Reduktion nur das eine Jahr betrifft und 2011 oder 2012 wieder die üblichen Zahlen erreicht werden. Die Stadt wird aber froh sein, dass sie 2010 auf die 2008 gemachten Rückstellungen zurückgreifen kann. Ich danke für die gute Aufnahme und wünsche mir eine gute Zusammenarbeit zwischen Stadt- und Gemeinderat nicht nur in guten, sondern auch in schwierigen Zeiten. Gerade in diesen sind alle gefordert, die gute und gesunde Finanzlage der Stadt nicht allzu stark zu belasten.

Lachat Thomas, Stadtratspräsident: Ich möchte dem Finanzdirektor zu seinem Jubiläum gratulieren. Der Stadtrat wird nun die Rechnung der einzelnen Direktionen diskutieren. Herr Rüfenacht tat die Meinung der GPK bereits sehr umfassend kund. Aus diesem Grund wird sich die GPK nicht bei jeder Direktion das Wort ergreifen.

Präsidentialstab

Nicati Alain, au nom du Groupe Forum: Il est difficile de traiter la Mairie et la Direction des finances en les séparant, mais il y a des choses qui méritent d'être dites. En ce qui concerne la Mairie, il s'agit d'abord du sérieux de sa gestion. Pour 2009, ses charges se situent en-dessous des valeurs des années précédentes. C'est un exploit d'y être arrivé. La subvention à CTS a passé de 4 mio. fr. à 1'750'000 fr., grâce à une bonne gestion de CTS. Dans de nombreuses autres charges, on a su être beaucoup plus critique, de façon générale, que les années précédentes. Je ne vous en dirai pas plus concernant la Mairie, mais je tenais à dire, qu'un long et gros effort a été fourni par la Mairie, qui a essayé de sortir de manière positive, dans le domaine financier. Cela mérite d'être souligné. Je vous remercie.

Stöckli Hans, Stadtpräsident: Danke Herr Nicati. Ich möchte hervorheben, dass die Rechnung des Präsidentialstabs insbesondere auch dank den guten Resultaten der CTS positiv ausgefallen ist. Der Stadtrat wird noch die Gelegenheit haben, dieses Ergebnis im Rahmen des Berichts Leistungscontrolling CTS zu würdigen. Die CTS befindet sich nun auf sicherem Terrain und bereitet sich auf weitere Taten vor.

Finanzdirektion

Nicati Alain, au nom du Groupe Forum: La Direction des finances mérite d'être consulté séparément, surtout dans les grands domaines de cette direction, c'est-à-dire les impôts. Monsieur Stöckli nous a parlé longuement des revenus immobiliers, des autres gains et des charges des intérêts passifs. Mais, il y a aussi le problème des amortissements, des dépréciations et enfin de l'informatique.

Concernant les impôts, il y aura des moments difficiles. Aujourd'hui, nous avons entendu dire, dans les médias suisses, que le secteur horloger reprend. Pour 2010, cela ne va pas beaucoup nous aider, mais permet quand même d'avoir certains espoirs, pour les années à venir. Les revenus immobiliers et autres gains similaires méritent probablement une analyse plus approfondie. Il y a peu de temps, nous avons parlé de ces revenus immobiliers au Conseil de ville. Monsieur le Maire, pouvons-nous penser, que les rentrées des biens immobiliers seraient susceptibles d'augmentations, si nous faisons une analyse détaillée de chacune d'entre elles, en s'adaptant à la situation actuelle? Aujourd'hui, les chiffres sont de 27 mio. fr. Ce montant pourrait-il s'élever jusqu'à 30 ou 33 mio. fr.? Ce n'est pas possible de répondre maintenant à cette question. C'est un secteur dont il faut s'occuper.

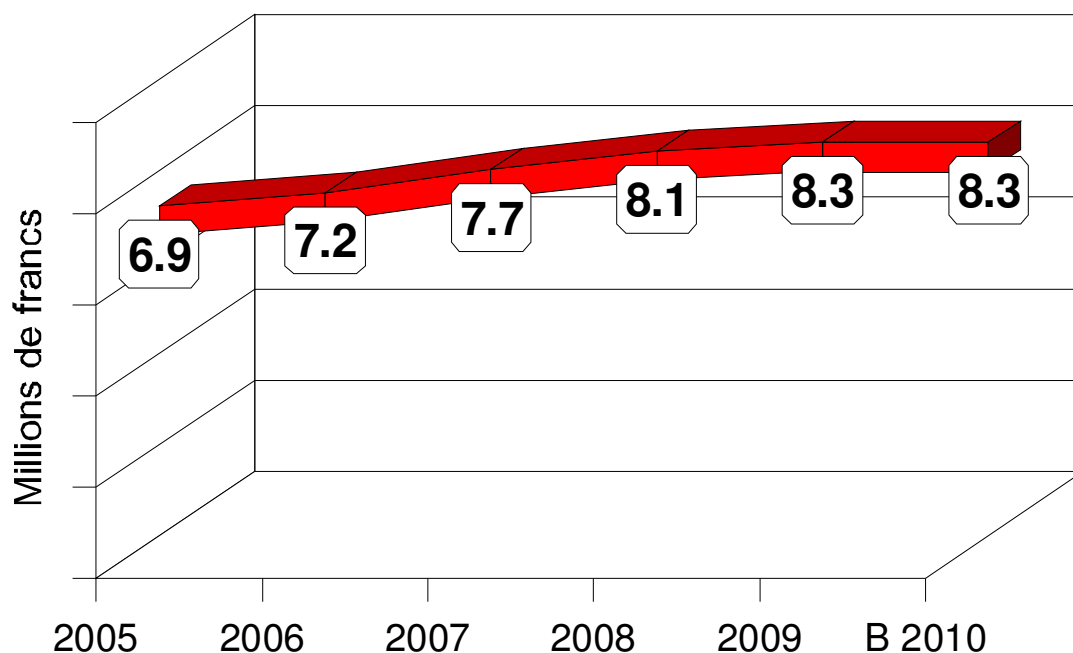
Le problème plus complexe concerne les dépréciations. Plus de 40 mio. fr. d'investissements, 32 mio. fr. de dépréciations, c'est un gros paquet et le 95% de ce paquet relève de la Direction des travaux publics. Lorsque j'ai vu ça, j'étais content, car je me suis dit que je pourrais faire un grand numéro au Conseil de ville! Et bien non, car dans ces 40 mio. fr. investis, les trois quarts étaient des objets, qui ont passé au Conseil de ville, car ils dépassaient les compétences du Conseil municipal. Autrement dit, sur ces 40 mio. fr., il reste encore 15 ou 16 mio. fr., dans la compétence du Conseil municipal. Tout le reste a été traité au Conseil de ville, objet par objet, pour une vingtaine de postes importants.

Il reste la question de l'informatique. Nous avons longtemps traité les comptes par rapport au budget. Autrement dit, nous avons regardé aujourd'hui et demain. Lorsque nous revenons cinq ans en arrière, nous constatons comment ce domaine s'est développé. Le graphique (voir page suivante) vous montre, que dans le domaine de l'informatique, les coûts sont montés régulièrement durant ces cinq dernières années. Pourquoi? Beaucoup de postes ont suivi la même tendance d'augmentation de 2005 à 2009. Dans l'ensemble de l'Administration, il y a probablement un nombre non négligeable de postes, qui mériteraient de voir comment ils se sont développés, entre 2005 et le budget 2010. Beaucoup de domaines deviennent obèses dans les coûts. Il faudra que nous nous occupions de ces domaines, car c'est probablement dans ceux-ci que nous pourrions trouver des tendances, sur lesquelles nous pourrions agir. J'aimerais remercier toutes les personnes qui nous aident à garder l'équilibre financier, le Maire, Messieurs Gfeller, Hostettler, Rasper, Stauffer, Iseli, Kuonen, Saager et Wassmer. Ces personnes, qui se battent afin que nos finances restent saines. Je vous remercie de votre attention.

Comptes 2009 - Informatique



Charges



Grupp Christoph, Fraktion Grüne Biel: Im Bereich Finanzen fallen die CHF 22 Mio. für nicht getätigte aber vorgesehene Investitionen auf. Diese sind für die Stades de Bienne. Das Geld wurde noch nicht ausgegeben, aber aufgeschoben ist nicht aufgehoben, insofern entspricht dies wohl dem Projektverlauf. Bei den Spezialfinanzierungen ist in den Folgejahren mit entsprechenden Entwicklungen zu rechnen. Mir fiel auf, dass sich Biel sehr günstig refinanziert hat (im Umfang von CHF 180 Mio.). Das war sicher ein sehr gutes Geschäft und es ist strategisch gut angelegt. Die Definanzierung betrug CHF 95 Mio. Rechne ich diese beiden Zahlen zusammen und schaue die Entwicklungen bei der Verschuldung, den Spezialfinanzierungen, dem Eigenkapital und so weiter an, kann ich mir diese Differenz nicht erklären. Wahrscheinlich ist das darauf zurückzuführen, dass ich in Herrn Islers Worten ein "AFA", also ein "Amateur-Finanzanalytiker" bin. Ich wäre deshalb froh um eine Erläuterung durch den Gemeinderat.

Stöckli Hans, Finanzdirektor: Die Anregungen für die Mitarbeitenden nehme ich gerne mit. Speziell erwähnen möchte ich Herrn Rasper und Frau Rentsch, welche in diesem Jahr zum ersten Mal mit der Rechnungslegung befasst waren. Das Funktionieren der Stadtverwaltung und das Verfahren mit den Nachkrediten in so kurzer Zeit zu verinnerlichen, ist eine Herkulesarbeit. Dass die Lücke, die durch den gleichzeitigen Abgang der Herren Trösch und Altenhoff entstand, so rasch gefüllt werden konnte, ist nicht selbstverständlich. Ich bin froh, dass sowohl das Budget 2010 als auch die Rechnung 2009 ohne Panne unter Dach und Fach gebracht werden konnten. Es war eine der schwierigsten Rechnungen der letzten Jahre. Dies insbesondere aufgrund der Situation des ESB. Frau Schwickert nannte vorhin nur die Spitze des Eisbergs. Es handelte sich um tagelange Gespräche, welche letztlich zu diesem Resultat führten. Selbstverständlich möchte ich allen an der Rechnung

Beteiligten danken, im Speziellen aber der Finanzverwaltung und den Herren Hostettler und Stauffer. Letzterer leistet mit der Steuerverwaltung jeweils einen entscheidenden Beitrag zum Gelingen der Rechnungsübung.

Es wurde die Frage gestellt, ob auf der Abteilung Liegenschaften noch mehr Ertrag erwirtschaftet werden kann. Daran arbeitet die Verwaltung immer. Der Ertrag wuchs konstant, dies vor allem dadurch, dass möglichst viel Baurechte eingeräumt werden. Je mehr ein Baurecht gewährt wird, desto mehr Baurechtszins wird eingenommen. Dabei ist die Stadt aber von den Erträgen auf dem Vermögen abhängig. Je tiefer die Zinsen sind, desto tiefer sind natürlich auch die Baurechtszinse. Die gleiche Wirkung wird bei den Mieten erzielt. In nächster Zeit werden mehrere Baurechtsgeschäfte in den Stadtrat kommen. Es wird zu Befreiungen von Baurechtszinsen kommen, womit zusätzliche Erträge erwirtschaftet werden können. Gleichzeitig ist die Abteilung Liegenschaften daran, grosse Baurechtserträge mit Wohnbaugenossenschaften zu erneuern. Der Gemeinderat erhofft sich dadurch eine Verbesserung der Ertragslage, zumal dies auch Bestandteil der Finanzstrategie ist. Betreffend Ertragssteigerung auf Buchgewinnen, sagte Herr Isler richtig, dass die Stadt viel besitzt. Über ein Viertel der von der Stadt genutzten Liegenschaften gehören ihr auch. Es gibt auch hier Möglichkeiten, diese Situation zu verbessern.

Die Informatik ist nicht nur in Biel ein Problem. Die Ansprüche und Anforderungen werden immer höher. Alles muss immer schneller und besser sein. Die Halbwertszeit der Informatikanlagen ist mittlerweile bei vier oder fünf Jahren! Noch vor zehn oder fünfzehn Jahren wurde ein Computer fünf bis zehn Jahre verwendet, heute gilt bereits ein dreijähriger Computer als veraltet. Der Erneuerungsbedarf wird immer grösser. Im August 2010 wird der Stadtrat über einen solchen Kredit befinden müssen. Ich bin froh über den Hinweis von Herrn Nicati. Wie bereits beim letzten Sparprogramm, wird die Stadt auch in diesem Bereich nicht umhin kommen, gewisse Limiten bei den Informatikstandards zu setzen und Kosten einzusparen. Wie von Herrn Némitz erwähnt, bestehen bei den Lizenzen grosse Abhängigkeiten. Die Stadt muss versuchen, sich daraus zu befreien. Aber auch dort zeigt es sich, dass dies kaum möglich ist. In diesem Bereich ist weltweit noch einiges zu tun.

Herr Grupp stellte zu Recht fest, dass ein wichtiger Teil der Investitionen für die Stadien nicht getätigt wurden. Die Stadien sollen die Verwaltungsrechnung nicht belasten, wie dies damals dargelegt wurde, als das Projekt dem Stadtrat unterbreitet wurde. Der Schlüssel, dieses Ziel zu erreichen, ist der Baurechtszins. Ab 1. Juli 2010 wird die Stadt Baurechtszins für die Stadien erhalten. Es handelt sich um eine Summe, welche es der Stadt erlaubt, das aufgenommene Geld sinnvoll zu verzinsen. Mit Aufwertungen werden die getätigten Investitionen abgeschrieben. Dadurch belasten die Stadien die Investitionsrechnung nicht und die Zinsen können über den Baurechtszins finanziert werden. Wenn dann bei der Solaranlage noch ein Mietzins anfällt, ist dies für die Rechnung sogar besser.

Wie kommt es nun zu einer Verschuldung? Schulden nehmen zu, wenn mehr ausgegeben als eingenommen wird. Das tönt banal. Ausgaben erfolgen über die laufende Rechnung, oder die Investitionsplanung. Da getätigten Investitionen nicht Abschreibungen in der gleichen Höhe gegenüberstehen, nimmt die Verschuldung zu. Dies ist in Biel seit 2002 erstmals wieder der Fall. Ich bin sehr stolz, dass Herr Grupp einen der grössten Coups der Finanzverwaltung in den letzten Jahren entdeckt hat.

Tatsächlich wurden über einen Zeitraum von 20 Jahren CHF 180 Mio. zu einem sehr attraktiven Zins aufgenommen. Das gibt Sicherheit. Das heisst, Biel profitiert die nächsten 20 Jahre von der tiefen Zinslage. Eigentlich wurde dieses Vorgehen im Hinblick auf die Stadien getätigt. Diese müssen so finanziert werden, dass die nächsten 20 Jahre klar ist, wie viel Passivzins für die Schulden anfällt. Die Stadt hatte das Glück, dass sie diese riesige Anlage zum rechten Zeitpunkt tätigen konnte, dies zu einem sehr interessanten Zinsfuss, der erheblich unter 3% liegt und gleich für 20 Jahre. Ich hoffe, alle Fragen beantwortet zu haben.

Sicherheitsdirektion

Sutter Andreas, GPK: Bei der Sicherheitsdirektion fallen drei Zahlen auf und eine vierte verdient Erwähnung. Auffallend hoch ist der Betrag "Abgaben an den Kanton", welcher durch die Abgeltung polizeilicher Tätigkeiten an Police Bern bedingt ist. Auffallend ist auch die Abgabe des ESB an die Stadt im Bereich Elektrizität in der Höhe von CHF 9,05 Mio. und die bereits mehrfach erwähnten Einlagen in Spezialfinanzierungen von CHF 7,8 Mio., welche Frau Schwickert bereits in anderem Zusammenhang erwähnt hat. Dies führt wohl eher zufällig zu einer beinahe ausgeglichenen Rechnung. Das eine hat mit dem anderen nur entfernt zu tun. Weiter fällt die Höhe der Bussen auf. Bei der Finanzstrategie wird das Thema Bussen wohl noch zu reden geben. So geht es nicht! Welchen Stellenwert haben Bussen und sollen sie tatsächlich zum Budgetausgleich beigezogen werden? Darüber kann man geteilter Meinung sein. Dass aber dermassen falsch budgetiert und das Budgetziel selbstverschuldet nicht erreicht wird, geht nicht. Die beschafften Geräte und das zur Verfügung stehende Personal wurden nicht richtig eingesetzt. Entweder ist man Willens, diese Tätigkeit auf Gemeindeebene wahrzunehmen oder nicht. Im ersten Fall muss genügend Material und Personal zur Verfügung stehen, damit die Anlagen ihre Aufgabe erfüllen und etwas zur Sicherheit in der Stadt beitragen. Wenn aber wie bisher weiter gemacht wird, müsste die Budgetzahl ganz weggelassen werden und in der Finanzstrategie dürfte nicht festgehalten werden, dass die Bussenerträge noch gesteigert werden sollen. Darauf kommt der Stadtrat aber sicher später noch zu sprechen. Die GPK hätte gerne eine Erklärung, wie es zu so einer Situation kommen konnte. Ist diese Situation vielleicht ein Erbe aus älteren Zeiten? Vielen Dank für die auf der Sicherheitsdirektion geleistete Arbeit und für das beinahe ausgeglichene Rechnungsergebnis.

Schwickert Barbara, Sicherheitsdirektorin: Danke für die - nehme ich an - gute Aufnahme der Rechnung 2009. Der GPK-Sprecher hob die wichtigsten Punkte hervor. Für die Sicherheitsdirektion das erste Jahr mit Police Bern und daher schwierig, diese Ausgaben zu budgetieren. 2008 war noch Vieles unklar. In der Zwischenzeit konnten aber Erfahrungen gesammelt werden und für 2010 kann genauer budgetiert werden.

Ich beginne nochmals mit dem ESB: Herr Sutter erwähnte die Gewinnablieferung in der Höhe von CHF 9,05 Mio.. Dabei handelt es sich um Abgaben aus dem Stromhandel, zwei Posten oberhalb sind aber auch noch CHF 2,8 Mio. Abgaben aus dem Gashandel. Diese Zahlen müssten zusammengezählt werden. Auch der Gewinn müsste noch dazugezählt werden. Somit kommt eine effektive Abgabe des ESB an die Stadt von CHF 13,9 Mio. zustande. Neu wurden aber Gewinn und Abgabe

gesondert deklariert. Das ist Teil der sehr langen und von Herrn Stöckli bereits erwähnten Diskussionen, in welchen die Stadt auch extern unterstützt wurde. Ziel war es, die Abgaben des ESB an die Stadt möglichst beizubehalten. Dieses Ziel wäre gar sehr gut erreicht worden, wenn nicht noch CHF 3 Mio. Rückstellungen hätten gemacht werden müssen.

Zu den Bussen: Das Budget 2009 wurde noch nicht unter meiner Leitung erstellt. Trotzdem hätte ich natürlich dafür sorgen sollen, dass es eingehalten wird. Es wurde aber noch nie ein so hoher Bussenertrag budgetiert wie 2009. Dieser wurde klar nicht erreicht. Trotz grossem Einsatz und gutem Willen sämtlicher Beteiligten in diesem Bereich wäre es unmöglich, das gesteckte Ziel zu erreichen. Auch wenn alles optimal verlaufen wäre, hätten die budgetierten CHF 2,5 Mio. mit bestehendem Material und Personal nicht erreicht werden können. Falls ein politischer Entscheid für höhere Busseneinnahmen gefällt würde, wäre die Zielerreichung nur möglich, wenn auch entsprechende Ressourcen zur Verfügung gestellt würden. Gleichzeitig war es aber auch schwierig, diese Einnahmen überhaupt zu budgetieren. Früher spielte die Stadtpolizei im Bussenwesen eine wichtige Rolle. Heute können die bei der Stadt verbleibenden Mitarbeitenden aber nicht mehr für das ganze Polizeispektrum Bussen erheben, so wie früher. Jetzt können nur noch der ruhende Verkehr, die stationären Rotlichter und die Geschwindigkeit kontrolliert werden. Von dem her war die Budgetierung nicht sehr einfach und die ambitionöse Zahl konnte mit den zur Verfügung stehenden Mitteln einfach nicht erreicht werden.

Bildungs-, Sozial- und Kulturdirektion

Morier-Genoud Michèle, au nom de la Commission de gestion: Les comptes présentés par la Direction de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture sont globalement meilleurs que prévus. Avec une diminution des charges de 8,78 mio. fr. et une diminution des revenus de 4,08 mio. fr., il y a bien une amélioration de 4,7 mio. fr. par rapport au budget et non une détérioration, comme c'est mentionné dans le document en français à la page 10. Cette amélioration se justifie pour différentes raisons. Il y a moins de versements à l'aide sociale et en conséquence, moins de remboursements du Canton. Par contre un effort est entrepris, en ce qui concerne les restitutions, 18,4 mio. fr. au lieu de 15 mio. fr. prévus. Dans cette somme globale, les avances pour les pensions alimentaires sont aussi moins importantes que prévues, 2,6 mio. fr. au lieu de 3 mio. fr. ainsi que moins d'allocations spéciales AVS par décret, 910'000 fr. au lieu de 1,8 mio. fr. Concernant les subventions, il faut signaler que les subventions, purement issues de la Caisse communale, sont de petites subventions culturelles, néanmoins indispensables, car elles permettent ensuite d'obtenir d'autres subventions, qu'elles soient cantonales, fédérales ou encore d'autres institutions nationales.

Avant de conclure, je souligne un fait important à la page 117, au compte 46382700 (Bénéfice des crèches), il ne s'agit pas d'un bénéfice pur, mais en avril 2009, des places supplémentaires ont été obtenues et financées de manière supplémentaire par le Canton. Ceci n'a pas pu être budgété à l'avance, puisque la décision est tombée après le budget.

Le Conseil de ville n'a absolument aucune prise et aucun moyen d'action pour certains comptes, tels que les comptes 35100000 (Dédommagements au Canton) et 45100000 (Restitutions par le Canton). Nous ne pouvons que les appliquer.

Finalement, j'aimerais remercier chaleureusement la Direction de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture pour son bon travail, ses résultats moins pessimistes, qui sont dans cette direction difficiles à prévoir et pour les efforts entrepris, afin de limiter les dépenses et augmenter les entrées. Merci de votre attention.

Chevallier Barbara, au nom du Groupe socialiste: Le Groupe socialiste, chargé d'étudier les comptes de la Direction de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture, a également pris connaissance des comptes et relève, plus ou moins, les mêmes points que la porte-parole de la Commission de gestion. Nous sommes également très heureux, que le résultat soit meilleur que prévu. Concernant les détails des comptes, les écarts justifiés dans le document fourni sont à notre avis suffisamment explicites. D'autres écarts, non justifiés et parfois d'un montant de plusieurs milliers de francs ont attiré notre attention. Cependant, le Groupe socialiste a eu des réponses satisfaisantes, pour pratiquement toutes nos questions.

La lecture de ces comptes nous pousse à faire deux remarques. Une remarque est celle qu'a mentionnée Madame Morier-Genoud, concernant les bénéfices apparents pour les crèches et les homes. Ceci nous a interpellés, cependant des explications ont pu être données. Le Groupe socialiste aimerait soulever le fait, que les charges réelles des postes de fournitures, d'achats de mobilier, de prestations de tiers et d'honoraires sont sensiblement inférieures aux montants budgétés et ceci pour presque tous les services. À la question de savoir, si c'était dû à des projets n'ayant pas été réalisés, à des économies ou encore à une volonté vraiment déterminée de faire des économies, la réponse a été beaucoup plus nuancée. Ces projets ont pris du retard, d'autres se déroulent sur deux ans, d'autres sont financés par un financement spécial et enfin il y a une volonté de ne pas dépenser inutilement. Nous aimerions cependant savoir si, du point de vue du Directeur de la Direction de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture, les économies réalisées l'ont été à bon escient et si elles ne risquent pas de compromettre, à moyen terme, certains projets de cette direction.

Grünenwald Samuel, au nom du Groupe Forum: Je ne vais pas insister sur ce qui a déjà été dit. Je constate, que le Groupe Forum arrive, plus ou moins, aux mêmes conclusions. La Direction de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture boucle le budget avec des dépenses nettes de 79'755'521.83 fr. Donc, comme cela a été dit, le budget était supérieur de 4,7 mio. fr. On pourrait dire que c'est une performance et je pense que s'en est une. Cela prouve aussi, que dans cette direction, il est possible d'économiser, tout en investissant. Cette direction a eu ou a la perversité obsessionnelle de dépenser de bons deniers des contribuables et a fait un fameux euphémisme, où l'on parle d'une détérioration, alors qu'il s'agit d'une amélioration.

En ce qui concerne les autres positions au bilan, elles ne soulèvent, à priori, aucune anomalie. Elles confirment qu'il y a encore du potentiel d'économies à réaliser. Ceci est faisable par une gestion stricte et rapide des dossiers, une organisation optimale

des structures à disposition, une gestion organisée des flux d'argent et d'une mise en application de toutes les règles et ordonnances cantonales et fédérales dans ce domaine. En conduisant cette direction, avec toute la rigidité et le sérieux que cela incombe, il sera possible d'encore mieux dépenser les deniers publics, tout en étant efficace contre la précarité et l'insécurité. Ainsi, la cohésion sociale, dont nous cherchons tous, sera renforcée. Le Groupe Forum remercie la Direction de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture ainsi que l'ensemble du personnel pour les travaux accomplis durant l'année 2009, tout en l'encourageant à faire mieux encore. Merci.

Grupp Christoph, Fraktion Grüne Biel: Von den VorrednerInnen wurde bereits mehrfach darauf hingewiesen, dass der Aufwand deutlich geringer ausfiel als budgetiert. Die Fraktion Grüne ist nicht so überzeugt davon, dass dies ein positiver Effekt ist. In einem Jahr wie 2009, das als Krisenjahr gilt, hinterlässt diese Tatsache doch etwas Stirnrunzeln. Es müsste genauer hingeschaut werden. Aus den vorliegenden Zahlen ist nicht erkennbar, wie es zu diesem Resultat kam. Ich komme im Geschäftsbericht noch einmal darauf zurück.

Zum Bereich städtische Heime hat die Fraktion Grüne eine konkrete Frage: Nach vielen Jahren Defizit resultieren dort nun Ertragsüberschüsse, Tendenz steigend. Früher wurde von strukturellem Defizit gesprochen. Nun stellt sich die Frage, ob sich jetzt plötzlich ein strukturelles Profitdenken anbahnt? Ist dies eine neue Tendenz?

Moeschler Pierre-Yves, directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture: Je remercie les intervenants pour leurs propos flatteurs à l'adresse de la l'Administration. Je transmettrai ces remerciements. Il ne va pas de soit, de boucler les comptes, de manière aussi satisfaisante, que cette année. Cela signifie, que chacune et chacun, à son poste de travail, a été particulièrement attentive et attentif, à ne pas dépenser l'argent inconsidérément et à veiller au ménage commun. Néanmoins, je voudrais dire, que plusieurs facteurs sont intervenus sur les comptes municipaux 2009 et qu'ils ne sont pas influençables. Il y a bien une volonté d'avoir des comptes sains. Nous avons eu de la chance, par rapport à des décisions cantonales prises, de mettre à notre disposition des moyens supplémentaires dans le domaine des programmes d'insertion professionnelle, alors que nous avons prévu de financer ces programmes nous-mêmes. Lorsque nous avons prévu de financer des places de crèches supplémentaires à la charge de la Ville et que le Canton nous accorde des moyens, à la répartition des charges, ces décisions sont en faveur de la Ville, sur lesquelles nous n'avons pas eu véritablement d'influence. Nous sommes naturellement très heureux de ces résultats.

Madame Morier-Genoud n'a pas posé de questions, car elle a obtenu les réponses aux questions qu'elle se posait, en s'adressant directement à nous. Je ne répète pas, ce que nous lui avons fourni comme explications. Madame Chevallier s'interroge sur les bénéfices apparents des crèches. Effectivement, il y a là de quoi être surpris et c'est bien la preuve, que même si nous pouvons nous réjouir du résultat, nous avons la responsabilité d'améliorer le processus budgétaire pour l'année prochaine, afin qu'il soit aussi précis que possible. En l'occurrence, pour les crèches, une erreur s'est produite, dans la manière de budgéter les revenus provenant du Canton. D'autre part, je me répète, un certain nombre de places a été financé par le Canton, alors qu'il était prévu de les financer par des finances municipales. Madame Chevallier, d'une façon

générale, les économies en matière d'honoraires, de matériel, etc., sont le résultat du fonctionnement ordinaire de l'Administration. Il n'y a pas eu de volonté propre d'économiser et je ne connais pas de projet, qui ait connu du retard ou qui ait souffert des décisions prises.

Monsieur Grünenwald, vous parlez d'un potentiel d'économies. Je ne partage pas votre avis. Je crois, que les signaux sont plutôt inquiétants pour l'avenir. Vous savez, qu'en matière d'aide sociale, d'AVS et de structures d'accueil, nous recevons chaque année au mois de juillet, des chiffres du Canton (un montant par habitant), que nous devons multiplier par nos 50'000 biennoises et biennois et que nous mettons au budget. Au moment où la facture arrive en cours d'année, ce montant peut varier. C'est ce qui s'est produit au cours de l'année 2009 et qui a fait, que la facture cantonale, pour nos prestations dans les domaines admis à la répartition des charges, a été inférieure à ce que nous avons prévu. C'est tout à fait favorable, mais pas prévisible. Les chiffres pour le budget 2011 du Canton sont plus élevés, que ceux qui nous avaient été donnés pour le budget 2009 et 2010. Nous sommes obligés de les inscrire au budget et il est possible, que nous ayons une surprise favorable, lorsque la facture arrivera. Ce sont des facteurs non influençables.

Monsieur Grupp se pose une question par rapport aux homes. C'est effectivement surprenant de constater, que les EMS (Établissements médico-sociaux) bouclent l'année avec un résultat favorable de 669'000 fr. L'année dernière, il y avait également un résultat favorable, d'environ 200'000 fr., si mes souvenirs sont bons. Auparavant, nous avons parfois des déficits. Il faut savoir, qu'autrefois, le home du Pasquart était peu utilisé et par conséquent, générait des déficits. Nous avons maintenant un taux d'occupation supérieur, avec des homes de meilleure qualité. Les 669'000 fr. sont le 2,75% de l'ensemble des comptes des homes. Il y a une meilleure utilisation des homes, pour 100'000 fr. Au niveau des salaires, moins d'argent a été dépensé. Il est difficile de trouver du personnel qualifié et parfois, il y a une vacance, jusqu'à ce que la bonne personne soit trouvée. Parfois, nous sommes obligés d'engager du personnel non qualifié, pour accomplir des tâches, qui devraient être accomplies par des personnes qualifiées. Quelque chose de problématique se cache derrière ces 200'000 fr. d'économie de frais de personnel. Les cuisines de nos homes fournissent plus de prestations pour les tiers et c'est réjouissant. Par exemple, les homes fournissent les repas pour la prison et pour d'autres institutions. En fin de compte, nous avons réussi à encaisser la somme de 210'000 fr. de plus que prévue, par les prestations des cuisines des homes, pour les tiers.

Une des questions que l'on se pose est, de savoir pourquoi ce bénéfice va dans les comptes municipaux et ne reste pas dans le domaine des homes. Il faut savoir que les comptes des homes ne sont pas tout à fait transparents, dans la mesure, où au niveau des investissements, des dépenses sont faites chaque année, pour l'entretien des immeubles, qui aboutissent sur les comptes de Monsieur Klopfenstein, dans le Département des constructions. Cela n'apparaît pas dans nos comptes. Tant que l'on n'a pas des comptes complètement transparents, on ne peut pas véritablement parler de bénéfice.

Je vous annonce, que le changement de régime de financement des soins, nous conduit à des réflexions, qui vont assez loin. C'est-à-dire, que dès le 1^{er} janvier 2011, les subventions aux homes ne seront plus possibles. Le financement des homes sera

entièrement financé par les utilisateurs des homes, c'est-à-dire par les pensionnaires, respectivement par les prestations complémentaires de l'AVS. Les homes seront obligés de se débrouiller avec cet argent et de se comporter en tant que homes publics municipaux, exactement comme les homes privés. Cela veut dire, que sur le marché, les homes publics municipaux sont mis en concurrence avec les autres homes. À ce moment, la question de la justification de l'appartenance des homes à l'Administration municipale se posera. Le Conseil municipal va bientôt se lancer dans une réflexion à ce sujet. Merci de votre attention.

Grünenwald Samuel, au nom du Groupe Forum: Monsieur le Directeur, je comprends vos soucis dus à la crise économique et financière. Il est clair, que les dépenses ne seront pas en diminution dans le domaine social. Monsieur Moeschler, je crois que vous avez mal interprété mon texte et que vous n'avez pas pris l'accent que je recherche dans ce texte. J'ai bien dit: "...*ceci étant faisable par une gestion stricte et rapide des dossiers, une organisation optimale des structures à disposition, une gestion organisée des flux d'argent...*". Il a été dit, que le domaine social a fait moins de dépenses. Que s'est-il passé par rapport à ce qui a été budgété? Je pense que c'est là que l'accent doit être mis. À ce moment, nous pourrions arriver où nous pensons aboutir, c'est-à-dire, rendre service, aider à lutter contre la précarité, etc. Nous pouvons aussi y parvenir en maintenant le budget stable. Ceci est plutôt le souci de Monsieur Grupp, qui veut que le budget augmente tous les jours!

Moeschler Pierre-Yves, directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture: Je remercie Monsieur Grünenwald de ses remarques et en particulier de son soutien à l'idée de la cohésion sociale. Monsieur Grünenwald souhaite que nous gérons nos départements, de manière aussi efficace que possible, au service de la société. Cela demande des efforts constants. Si vous pensez, Monsieur Grünenwald, au Département des affaires sociales, je peux vous dire que ce département est dans un processus d'autocritique et d'amélioration permanente de ses fonctionnements. Nous prenons très volontiers votre conseil au vol, dans le sens où nous n'avons pas le choix pour les années prochaines, que de budgéter d'une manière restrictive et très attentive. Nous devons aussi dépenser de manière restrictive et attentive, sans porter atteinte à la qualité des prestations.

125. Begründung der Dringlichkeit überparteiliches Postulat 20100226 Tanner/Rüfenacht / Güntensperger / Gurtner / Beitritt zum Solidaritätskomitee "MÜHLEBERG-Ver-Fahren" gegen das Atomkraftwerk Mühleberg

Tanner Anna, Fraktion SP: Die Dringlichkeit ist bei diesem überparteilichen Postulat dadurch gegeben, dass das Verfahren schon angelaufen ist und die Unterstützung jetzt sinnvoll ist. Der Entscheid des Bundesverfassungsgerichts ist in absehbarer Zeit zu erwarten.

Abstimmung

über die Dringlichkeit des überparteilichen Postulats 20100226, Anna Tanner, SP; Daphné Rüfenacht, Grüne Biel, Nathan Güntensperger GLP, Roland Gurtner, Passerelle

Die Dringlichkeit wird gewährt.

Sitzungsunterbruch 20.00 Uhr bis 21.15 Uhr

124. Jahresrechnung 2009 (Fortsetzung)

Baudirektion

Das Wort wird nicht verlangt.

Sonderrechnungen

Grivel Pierre-Yves, au nom de la Commission de gestion: Permettez-moi de parler au nom de la Commission de gestion et du Groupe Forum, cela nous fera gagner du temps. J'ai entendu dire, tout à l'heure, qu'il y a avait des politiciens "anti-panique", mais il y a aussi des politiciens optimistes et j'en suis un! Depuis plusieurs années, je m'occupe des comptes spéciaux. Les résultats de l'année 2009 sont réjouissants et meilleurs, que ceux budgétés. Le budget a été élaboré avec pessimisme, mais il boucle dans l'optimisme, bravo! L'amélioration a été enregistrée dans quasiment toutes les directions, en particulier, pour les places de stationnement et chez les pompiers, où le bénéfice est de 0,2 mio. fr. au lieu d'un déficit de 0,5 mio. fr. Il y a également deux résultats légèrement négatifs dans l'enlèvement des ordures et dans le département de l'eau, mais les déficits, qui étaient projetés, sont quasiment annulés par les bons résultats. Comme chaque année, ESB est un peu le "sponsor" de la Ville de Bienne. L'électricité dégage un bénéfice de 10,1 mio. fr. et le gaz environ 3 mio. fr., ce qui fait un total de 13,3 mio. fr., soit comme l'indique le rapport, 12,4% du chiffre d'affaire. La limite supérieure de 15% n'est pas dépassée, par rapport au règlement entre cette entreprise municipale et la Ville de Bienne. L'année 2009 est une bonne cuvée pour les comptes spéciaux et espérons, que ce ne sera pas la dernière fois! Merci.

Beschlussesentwurf

Abstimmung

Der Stadtrat von Biel **beschliesst** nach Kenntnisnahme vom Bericht des Gemeinderates vom 16. April 2010 gestützt auf Art. 39 Abs. 1 Bst a und Art. 40 Abs. 1 Ziff. 4 Bst b der Stadtordnung vom 9. Juni 1996 (SGR 101.1):

1. Zuweisung des Ertragsüberschusses in das Eigenkapital CHF 52'677.–
2. Der Gemeinderat wird mit der Ausführung des Beschlusses beauftragt.

126. 20090400 Finanzstrategie

Moeschler Émilie, au nom du Groupe socialiste: Le Groupe socialiste a pris connaissance des intentions du Conseil municipal, contenues dans le rapport "Stratégie financière". Le Conseil municipal a des intentions, cependant c'est le Conseil de ville, qui décidera finalement, de la plupart des mesures à concrétiser ou pas. Nous voulons souligner, que la prise de connaissance de cette stratégie, n'est pas une manière anticipée ou détournée, d'accepter le catalogue des mesures d'économies. Le Groupe socialiste est inquiet, d'une part, du pessimisme de l'analyse du Conseil municipal et d'autre part, de certaines intentions d'économies dans des domaines, qui devraient être protégés, notamment en période de crise. L'analyse du Conseil municipal est à prendre au sérieux. Outre la crise financière, la politique de droite, menée au niveau cantonal et fédéral, a des répercussions directes sur les finances des communes. En effet, le changement de la loi fiscale cantonale et fédérale, la limitation des bénéfiques d'ESB, par injonction fédérale, le transfert des charges du Canton vers les Communes, vont coûter chers à la Ville de Bienne. La Ville de Bienne ne peut alors que s'incliner, une fois que les fragiles voix d'oppositions ont été épuisées.

Le Groupe socialiste profite de l'occasion, de remercier le Conseil municipal, qui s'est engagé pour l'initiative des villes suisses sans gages, pour le référendum contre la révision de la loi sur le chômage. Le peuple votera le 26 septembre prochain. Les projections financières du Conseil municipal ne tiennent pas compte d'un éventuel refus du référendum. Si la situation financière se révèle négative, ces trois prochaines années, comme le prédit le Conseil municipal, nous devons prendre nos responsabilités. Nous ne pouvons plus camper sur les positions de ces dernières années. Le Groupe socialiste partage la volonté du Conseil municipal, de maintenir un équilibre financier sur plusieurs années. Sans vouloir entrer dans les détails des mesures d'économies proposées, le Groupe socialiste aimerait, que le financement du service public soit assuré, que les prestations à l'intention de la population soient maintenues, que les subventions aux institutions sociales, culturelles et sportives soient préservées et que les conditions de travail des employé(e)s de la Ville ne

soient pas détériorées. Typique, diront certaines ou certains, facile de vouloir jouer au Père Noël, alors que d'autres doivent prendre la responsabilité de ne pas faire couler la Ville. Nous ne voulons pas, que la Ville de Bienne arrive dans la même situation financière catastrophique, que d'autres villes ont connue. La Ville de Bienne doit prendre ses responsabilités envers sa population et ses employé(e)s. Nous devons peut-être proposer des solutions d'économies, des solutions acceptables et justes. En période de crise, il y a des dépenses indispensables, notamment, pour que toutes les personnes dans des situations difficiles reçoivent l'aide dont ils et elles ont besoin. Le Groupe socialiste n'acceptera pas, que des économies se fassent sur le dos des personnes les plus fragilisées.

Une baisse des subventions ne toucherait-elle pas essentiellement le Département de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture, puisque il détient le 93% des subventions de la Ville? Quelle politique sociale, culturelle et de formation voulons-nous défendre? Bienne est une ville pour tout le monde. La peur du lendemain et la volonté d'attirer les hauts revenus ne doit pas nous aveugler. L'État dépend d'un équilibre et d'une solidarité entre les bas et les hauts revenus, mais nous devons montrer un signal clair. Nous sommes solidaires de celles et ceux, qui sont frappé(e)s de plein fouet par la crise. Une mesure visant les employé(e)s de la Ville est déjà concrète et en discussion avec les partis concernés. Aucun chef ne dira le contraire, la motivation et l'investissement des employé(e)s sont indispensables au bon fonctionnement d'une entreprise. Ce sont peut-être les seuls points communs du secteur public avec le secteur privé. Le personnel de la Ville de Bienne vient de subir une détérioration des conditions de retraite. Le Conseil municipal a refusé de limiter les dégâts, jugeant la Ville de Bienne ni responsable juridiquement, ni moralement. Aujourd'hui, le Conseil municipal a l'intention d'économiser un demi-million, dont un million par année sur le dos du personnel. Les employé(e)s de la Ville ont déjà beaucoup accepté ces dernières années. Cela fait dix ans, qu'elles et qu'ils n'ont pas eu d'augmentation du salaire réel. Les employé(e)s de l'Administration ont de quoi être démotivé(e)s et déçu(e)s. L'Association du personnel et le Syndicat du service public refusent les mesures d'économies proposées par le Conseil municipal et le Groupe socialiste les soutient. Nous ne voulons pas de détériorations des conditions de travail des employé(e)s de la Ville.

Si l'argent vient à manquer, comment prendre nos responsabilités? Nous serons amenés à prendre des décisions d'importance ces prochains mois, par exemple, le projet de construction d'un nouveau bâtiment administratif central. N'est-il pas démesuré en ces temps difficiles? Les dizaines de millions d'investissement permettent-ils une réelle économie et si oui, sur quel poste du budget? Il sera question de mesures d'économies, on l'aura compris, mais également de mesures visant l'augmentation des recettes. En 2008, la majorité du Conseil de ville a malheureusement voté une baisse de la quotité fiscale. Cette baisse des impôts n'explique pas, à elle seule, les déficits prédits pour ces prochaines années. N'avons-nous pas dérapé, dans ce que l'on appelle une politique des caisses vides? Si la situation financière municipale devait se révéler menaçante pour le maintien du service public de la Ville, le Groupe socialiste n'exclut pas de proposer une augmentation de la quotité fiscale. D'autant plus, si l'initiative cantonale pour des impôts équitables est acceptée, puisqu'elle propose d'introduire un système fiscal plus juste et en faveur des familles.

La stratégie financière est une anticipation du déséquilibre financier. Le Groupe socialiste remercie le Conseil municipal pour son travail et surtout pour sa volonté d'intégrer le Conseil de ville dans les discussions le plus tôt possible. En effet, lors des discussions sur le budget 2010, nous avons reproché au Conseil municipal, de ne pas nous présenter une vision d'ensemble, d'avoir coupé dans le budget sans nous apporter une vision globale et sans que nous ne connaissions les priorités de l'Exécutif. Puisque cette stratégie financière nous est soumise, avant que nous ne devions prendre position sur des mesures concrètes, elle nous permet de débattre au Conseil de ville et dans nos partis et groupes respectifs, sur les priorités, que nous souhaitons défendre et sur la politique, que nous voulons pour la Ville de Bienne. Nous avons besoin de transparence, d'être informé du contenu des mesures et de leurs conséquences, non seulement financières, mais également sociales pour la population et l'Administration. Les comptes 2009 montrent, que le Conseil municipal n'a pas utilisé l'entier du montant prévu pour certains postes du budget. Je m'adresse au Conseil municipal, en lui demandant comment ont été prises ces décisions? Quelles en sont les conséquences concrètes, s'il y en a? Est-ce déjà des mesures d'économies, dont nous n'aurions pas connaissance? Nous demandons au Conseil municipal, de poursuivre sur la voie de la transparence, car c'est seulement de cette manière, que nous pourrions prendre nos responsabilités. Je vous remercie de votre attention.

Sutter Andreas, GPK: Es wäre mir relativ schwer gefallen, allein die Position der GPK zu vertreten. So bin ich froh, dass die Vertreterin der SP bereits aufzeigte, wie gross die Notwendigkeit für eine Finanzstrategie ist. Wenn jemand mit dermassen widersprüchlichen Erwartungen umgehen muss, gibt es nur einen Weg: es braucht eine sorgfältige Planung, ein Zurücklehnen, ein Suchen nach Lösungen - eben eine Strategie. Wie ist mit diesen Begebenheiten und Erwartungen umzugehen? Sinkende Einnahmen und steigende Abgaben an den Kanton bewirken auch bei stabilen Ausgaben ein Defizit in der Stadtkasse. Die drei Kriterien sind die massgeblichen Kostenfaktoren, welche der Gemeinderat in weiser Voraussicht antizipiert hat. Sie sind voraussehbar. Der Gemeinderat sagte sich, also so geht es nicht. Die zu erwartende Lücke muss irgendwie geschlossen werden. Neben den drei Hauptelementen (sinkende Einnahmen, steigende Abgaben und stabile Ausgaben) erwähnte Frau Moeschler ein weiteres Element: sinkende Abgaben seitens des ESB. In der vorhergehenden Diskussion um die Rechnung wurde gesagt, wie wichtig diese für die Stadt sind. Sollten diese auch sinken oder im schlechtesten Fall sogar wegfallen, sinken auch die Einnahmen, wie auch wegen der höheren Sozialkosten und wegen der höheren Abgaben an den Kanton, der diese refinanziert. Als Konsequenz braucht es tatsächlich eine Strategie. Die Prognose lässt ein Defizit von CHF 20-40 Mio. erwarten. CHF 40 Mio. ist wohl schon ziemlich pessimistisch, die Prognose von CHF 20 Mio. Defizit dürfte aber realistisch sein. Deshalb legte der Gemeinderat Ziele fest. In den nächsten beiden Jahren wird ein Defizit in Kauf genommen. Ab 2013 sollen die Finanzen aber wieder ausgeglichen sein. Damit sie ins rechte Lot gerückt werden können, beziehungsweise die magere Zeit überbrückt werden kann, hat die Stadt Eigenkapital. Die Stadt verfügt über rund CHF 50 Mio. Eigenkapital und hat Spezialfinanzierungen im Umfang von etwas über CHF 120 Mio.. Schlussendlich gibt es noch einen hohen Bestand an unterbewerteten Liegenschaften. Würden diese oder Land verkauft, könnte tatsächlich ein Buchgewinn erzielt werden. Die Rechnungslegung ist zwar korrekt, in der Rechnung sind aber noch versteckte Einnahmen verborgen.

Die GPK unterstützt das Vorgehen des Gemeinderats und ist wie er der Meinung, dass jetzt gehandelt werden muss. Handeln bedeutet nicht, dass hier bereits pfannenfertige Lösungen präsentiert werden. Hier irrt sich Frau Moeschler. Sämtliche Massnahmen sind Evaluationen. Die GPK möchte den Gemeinderat beim Wort nehmen. Die erwähnten Ziele sind nicht beschlossene Tatsachen. Vielmehr dienen sie dazu, die diversen Sparpotenziale oder Potenziale für Mehreinnahmen zu evaluieren. Der daraus hervorgehende Massnahmenkatalog soll anschliessend dem finanzkompetenten Organ präsentiert und kann umgesetzt werden, wenn dessen Zustimmung erfolgt ist. Heute nimmt der Stadtrat von den verschiedenen Massnahmen aber nur Kenntnis, das heisst, er signalisiert keine Zustimmung. Wie ich bereits bei der Rechnung der Sicherheitsdirektion sagte, ist es beispielsweise unvernünftig, als Ziel höhere Busseneinnahmen festzulegen. Ziel der Bussentätigkeit kann es nicht sein, möglichst viele Einnahmen zu generieren. Ziel müsste es sein, keine Bussen mehr einzukassieren, weil sich alle Verkehrsteilnehmenden korrekt verhalten. Dann wäre die Wirkung der Bussen zu 100% erreicht. Dass dies nie eintreffen wird, ist mir natürlich auch klar. Eigentlich sollten Bussen als ausserordentliche Einnahmen budgetiert werden und sicher nicht, wie dies der Gemeinderat getan hat. Aber auch das ist erst eine Evaluation. Der Stadtrat wird erst über diese Bussen- und damit Einnahmenerhöhung abstimmen, wenn ersichtlich ist, welche Massnahmen dazu führen. Deshalb möchte ich den Stadtrat ermutigen, abzuwarten, bis konkrete, aus diesen Abklärungen resultierende Vorschläge präsentiert werden.

Ich möchte noch einen formellen Mangel anmerken: Das Postulat 20090340 Alain Nicati (Ausführliche Finanzplanung für die Jahre 2011/2012) fehlt einmal mehr in den Beilagen. Wenn der Stadtrat schon darüber befinden soll, was damit passieren soll, dann gehört es auch in die Unterlagen. Ich bin daher nicht sicher, ob der Stadtrat das Postulat formell heute Abend behandeln kann. Die GPK empfiehlt die Kenntnisnahme des Beschlussesentwurfs. Es handelt sich erst um Evaluationen, nicht um einen Beschluss. Ferner nimmt der Stadtrat nur Kenntnis und gibt nicht seine Zustimmung.

Donzé Pablo, au nom du Groupe des Verts Bienne: Y a-t-il lieu de paniquer? Le plan financier présenté par le Conseil municipal pour 2011, 2012 et 2013 est-il réaliste ou exagérément alarmiste? Comme l'a dit Peter Isler, en introduction du budget, la stratégie financière concerne le futur. Nous ne voulons pas d'un avenir austère. Il est vrai, que la situation économique globale est mauvaise. Au niveau fédéral et cantonal, la droite en profite pour revoir les prestations sociales à la baisse et instaurer des conditions d'imposition favorables aux contribuables lésés. Le Conseil municipal n'est-il pas d'avis, comme nous, que le référendum sur la Révision de la loi sur l'assurance-chômage (LACI) et l'initiative cantonale pour des impôts équitables, seraient favorables pour la situation financière de la Ville? Actuellement les comptes communaux sont bons. Les fonds propres et les réserves des comptes spéciaux de la Ville se chiffrent en dizaine de millions de francs. On peut se demander, s'ils ne sont pas encore plus élevés. À ce sujet, il serait intéressant de voir, comment la Ville a amorti ses biens ces dernières années. La stratégie financière, qui a été élaborée sur un scénario pessimiste, nous laisse quelque peu septique. Nous sommes conscients, que les prochaines années ne seront pas forcément aussi agréables, que la décennie écoulée. Il va falloir adapter les futurs budgets.

Dans les projets d'évaluation, trois d'entre eux ont particulièrement attiré notre attention, pour ne pas dire hérissé nos poils! Premièrement, quel signal donnez-vous aux employé(e)s de l'Administration, en créant un projet 1002 "Autres mesures en matière de personnel", dans les projets d'évaluation? Vouloir toucher aux acquis sociaux, sur la base d'un scénario catastrophe, est inacceptable. C'est digne de la stratégie des patrons, qui ont provoqué la crise. Comment ose-t-on songer à des coupes dans le domaine du personnel, alors que les finances communales sont saines et qu'une baisse des impôts vient de se produire? Une baisse des impôts, dont nous avons combattue à juste titre. La population n'accepterait pas une hausse des impôts. Le personnel n'a pas à accepter des coupes dans ses prestations. Il doit garder son pouvoir d'achat et ses acquis sociaux. Sachez, que le Groupe des Verts soutiendra, coûte que coûte, le personnel de l'Administration.

Deuxièmement, la mesure 1008 "Hausse des rentes de droit de superficie et des loyers", quel signal donnez-vous aux personnes avec des petits revenus, part de la mixité sociale, qui fait la richesse de Bienne? Il serait très mal venu, que le renouvellement des contrats en droit de superficie entraîne une hausse des loyers dans les coopératives et provoque un isolement social des familles et individus déjà défavorisés. Cher Conseil municipal, nous n'accepterons pas de mesures frappant et isolant les plus faibles, pour corriger les effets d'une crise, provoquée par les grandes banques.

Troisièmement, sur les synergies, le projet 803, nous suivrons avec beaucoup de scepticisme les tentatives d'externalisation des tâches de l'Administration, en refusant une privatisation du service public. À l'avenir, les projets du Conseil municipal seront suivis par un Comité de pilotage, composé des cadres de l'Administration. Ne devrait-il pas être complété par une représentante ou un représentant de l'Association du personnel ou du VPOD (Verband des Personals öffentlicher Dienste), afin d'éviter les conflits d'intérêt? Ce Comité de pilotage assistera le Conseil municipal dans le développement de ses projets. Nous espérons toutefois, que nos directions garderont leur indépendance et que ce Comité ne prenne pas trop d'importance dans la prise de décisions. Pour terminer, je fais remarquer au Conseil municipal, que l'attractivité d'une ville, ne se mesure pas à son taux d'imposition. Merci de votre attention.

Nicati Alain, au nom du Groupe Forum: Je n'ai pas remarqué, que ma motion urgente 20090340 "Planification financière approfondie des années 2010 et 2012", n'était pas jointe au rapport. D'autre part, je n'y peux rien du tout, si cette motion, qui est devenu un postulat, se trouve au milieu du rapport "Stratégie financière" du Conseil municipal. En fait, ce sont deux choses différentes. Je vais remettre la motion à la Secrétaire parlementaire, afin qu'elle soit distribuée et que vous l'ayez tous. La motion ne dit rien d'extraordinaire. Elle demande simplement, d'établir une stratégie financière. Pourquoi? Cela fait des années, que nous avons reçu une planification financière, avec laquelle nous ne pouvions rien entreprendre, car elle avait la même allure, que l'annuaire téléphonique de la Ville de Zürich! Autrement dit, la première idée était de dire, comment le Conseil municipal voyait les finances, non seulement dans l'année qui est budgétée, mais dans les deux années suivantes. Le Conseil municipal a adopté la motion, en la transformant en postulat et nous a livré un rapport. Je suis persuadé, que le Conseil de ville pourra trouver les solutions, qui permettront de faire le minimum de casse et d'avoir le maximum de résultats. Le

Conseil municipal devra mettre l'ensemble des mesures possibles sur la table. Ensuite, le Conseil de ville décidera, ce qui peut se faire ou pas.

Le Groupe Forum n'est pas en faveur des coupes salariales et des licenciements. Cela doit se discuter au Conseil de ville. Lors de la conférence de presse du 9 juin 2010, les deux catalogues des mesures possibles ont été distribués. Ils étaient incomplets. C'était une première idée, mais le Conseil de ville ne peut pas discuter sur cette base. Le Conseil municipal doit nous présenter une vue d'ensemble, afin que nous puissions nous entendre et trouver des solutions. Le Conseil de ville l'a constaté avec les comptes, nous sommes capables de nous comprendre au sein de ce Conseil de ville. Je pense, que le Conseil de ville aura beaucoup de travail, mais la Ville de Bienne va s'en sortir, car nous sommes tous assez intelligents, pour ne pas tomber dans un trou financier et pour ne pas prendre de mesures inacceptables. Je vous remercie de votre attention.

Güntensperger Nathan, Fraktion GLP: Herr Stöckli hat uns bereits vor rund zwei Wochen ausführlich über die zu erwartende finanziell schwierige Zeit informiert. Daraus resultierend hat er dem Stadtrat seine Finanzstrategie für die kommenden vier Jahre vorgestellt. Wie schon erwähnt, wer immer "Feuer" ruft, dem glaubt man nicht mehr, wenn es brennt. Trotzdem hat sich die Fraktion GLP dazu entschlossen, den Ausführungen von Herrn Stöckli zu glauben, wohlwissend um die Tatsachen, die ich bereits in der Eintretensdebatte gesagt habe. Die Wirtschaftslage und die zu erwartenden Steuereinbussen bei den juristischen Personen sowie die anscheinend ansteigenden Transferzahlungen, die letztlich indirekt auch durch Entscheide des Stadtrats letztes Jahr gestiegen sind, werden die Finanzen sicher belasten. Gerade die Transferzahlungen zeigen: auch wenn der Kanton für den Lohn einer Stelle aufkommt, zahlt die Stadt über den Lastenausgleich mit. Ganz zu schweigen von den zusätzlichen Kosten, die ein Arbeitsplatz sonst noch generiert. Auch wir als Privatpersonen und Firmen zahlen über die kantonalen Steuern diese Stellen mit (immerhin sind 2/3 Staats- und Gemeindesteuern). Also, meine Damen und Herren, es gibt nichts gratis auf dieser Welt. Stellen, die durch den Kanton oder den Bund finanziert werden, sind für die Stadt trotzdem nicht gratis.

Zur Finanzstrategie: bei den Mehrerträgen herrscht bei der Fraktion GLP nicht nur eitel Freude. Über die Massnahmen dürfte im Stadtrat wohl noch ausführlich gestritten werden. Die Sparanstrengungen findet die Fraktion GLP im Grundsatz gut. Allerdings, falls diese tatsächlich durchgesetzt werden können, stellt sich die Frage, hätten diese Sparanstrengungen nicht schon früher gemacht werden sollen? Die Fraktion GLP sieht die Notwendigkeit, die Finanzen sowohl ertrags- als auch aufwandseitig zu verbessern. Aber: Sparpläne alleine reichen nicht aus! Diese müssen auch umgesetzt werden. Die Fraktion GLP erwartet, dass sich der Stadtrat, insbesondere die Linke, bei der kommenden Budgetdebatte daran erinnert.

Ogi Pierre, PSR: Je pense, que pratiquement tout a été dit. J'aimerais féliciter Émilie Moeschler, pour son discours au nom du Groupe socialiste. Je n'avais plus entendu de telles paroles, depuis des années. J'espère, que nous verrons un peu plus souvent, la gauche vivre un tel enthousiasme, comme cela a été le cas ce soir. Lorsque des économies doivent être faites, c'est l'être humain, qui est constamment touché. Il est intéressant de savoir, quelles économies veulent être faites parmi le personnel. Des économies sont proposées sur neuf ou dix mesures. Quatre mesures

concernent le personnel. Des places de travail seront supprimées et peut-être quelques unes pas repourvues. En plus, entre 500'000 fr. et 1'000'000 fr. seront économisés sur le personnel actuel, donc sur les salaires, les primes, les vacances et la caisse de pension. C'est la proposition du Conseil municipal. Il veut punir le personnel, car les employé(e)s de la Ville doivent être solidaire de ces 20 ou 30 mio. fr., dont ils ou elles ne sont pas responsables. Le but est clair, il faudra supprimer une partie des primes de fidélité. En temps de crise, ce personnel doit encore travailler plus. Je pense au Service social à l'Intendance des impôts. Ces personnes subissent un stress terrible. La crise ne justifie pas une réduction du salaire au personnel.

Une mesure proposée consiste à faire une parité dans la Caisse de pension sur les cotisations. Il y a dix ans, le personnel a payé 11% de plus pour ses cotisations. Maintenant, le Conseil municipal demande la parité, cela veut dire une augmentation des cotisations de 25% et effectivement, une baisse de salaire. Pourquoi le personnel doit-il être touché à ce point? Je ne comprends pas, car il n'est en aucun cas responsable. Il y a des choses qui ne se discutent pas. Il s'agit d'une punition collective, qui n'est pas possible. Je suis heureux que le Groupe socialiste n'accepte pas de pareilles choses.

Baltzer Niklaus, SP: Mir fielen im Beschlussesentwurf zwei Dinge auf, welche ich als nicht ganz konsistent erachte: Einerseits sagt der Gemeinderat, er wolle das Budget 2011 auf CHF 15 Mio. beschränken. Andererseits sagt er, wolle er eine Strategie, die er mit der Rechnung 2010 im Detail präsentieren werde. Die Rechnung 2010 wird in einem Jahr genehmigt, das Budget 2011 bereits in vier Monaten. Für mich ist das ein gewisser Widerspruch. Einerseits werden bezüglich Budget sehr harte Grenzen gesetzt, andererseits soll der Stadtrat erst in einem Jahr hinter den Vorhang sehen können. Ich bin der Meinung, dass einige Details dieser strategischen Überlegungen, welche hier erst im Grundsatz dargelegt sind, anlässlich der Budgetdiskussion präsentiert werden müssen. Ob die CHF 15 Mio. richtig sind, wird sich erst dann weisen. Aus heutiger Sicht stimmt dies vielleicht. Die Finanzen können sich aber jeden Tag ändern und diese Entwicklung kann verfolgt werden. Ich bin nicht so sicher, ob CHF 15 Mio. auch in vier Monaten noch richtig sind. Ich möchte nicht, dass ein unrealistisches Ziel erreicht werden muss, sondern ich möchte ein realistisches Budget diskutieren können. Die heutige Zielvorgabe befürworte ich als Absichtserklärung. Ob sie realistisch ist, muss sich zeigen. Der Beschlussesentwurf sieht aus, als ob er für längere Zeit gilt. Wenn man ihn aber genau liest, ist es der Beschlussesentwurf vom 7. Mai 2010 und ich weiss nicht, ob er heute immer noch gilt. Es handelt sich um Annahmen zu einem bestimmten Zeitpunkt. In diesem Sinn verstehe ich nicht, warum so eindeutig gesagt wird, eine Steuererhöhung komme nicht in Frage. Vielleicht war das am 7. Mai 2010 richtig. Ich würde das aber nie so streng formulieren. Eine Seite weiter vorne wurde moderater formuliert. Es kann doch keine sozialdemokratische Finanzstrategie sein, wenn nur die Gebühren erhöht werden sollen. Unter Umständen müssen via Steuern auch die Reicheren etwas mehr beitragen als die Ärmeren. In diesem Sinn würde ich es besser verstehen, wenn stände, dass momentan auf eine Steuererhöhung verzichtet wird. Dass Ziffer 6 des Beschlussesentwurfs aber so fundamentalistisch daherkommt, kann ich nicht gutheissen.

Zuber Carine, PSR: Cet exercice, que nous faisons aujourd'hui, est une préparation à des décisions, que le Conseil de ville prendra cet automne. Je ne serai malheureusement plus parmi vous. Cependant, je fais confiance au Conseil de ville. Si je me souviens des débats de l'automne dernier concernant le budget 2010, nous avons été traités d'irresponsables. Le Conseil municipal nous avait promis un déficit. Il me semble, que le Conseil de ville avait pris de sages décisions. Ces dépenses avaient du sens à nos yeux et elles étaient destinées à l'engagement de personnel, à faire à long terme, notamment dans au Service social. Cet automne, je pense qu'il faudra être prudent et ne pas céder à la panique. Lorsque des projections sont réalisées, certaines peuvent être réalistes. Plus on s'éloigne, plus les projections sont des contenus politiques et personne ne peut certifier certaines tendances. Certains éléments, comme la Révision de la Loi fiscale, sont des données assez concrètes. Je suis très contente, que l'on en tienne compte. Je n'ai vu nulle part, une réflexion sur la Révision de la péréquation financière du Canton de Berne, qui entrera en vigueur en 2013 ou 2014. La révision devrait élargir les domaines, où une péréquation entre communes en périphérie et communes centrées est faite. Elle devrait être avantageuse pour une ville comme la Ville de Bienne.

J'ai une question à formuler au Conseil municipal. Cette donnée a-t-elle été analysée? Quelle conséquence pourrait avoir la Révision de la péréquation financière du Canton de Berne dans une ou deux années? Pour le reste, j'ai envie d'être optimiste, mais aussi par volonté. Antonio Gramsci, écrivain et théoricien politique italien, disait: *"Il faut allier le pessimisme de l'intelligence à l'optimisme de la volonté"*. Je vous remercie de votre attention.

Magnin Claire, Les Verts Bienne: La situation à Bienne est-elle catastrophique? Je sais, que la Ville doit corriger les agissements catastrophiques de spéculateurs et de banquiers, qui se sont attirés tous les bénéfices et qui ont laissé les autres sans rien. La Ville est en train de corriger et d'essayer de répondre à cette situation, mais elle n'est pas responsable de cette situation. Finalement, le débat autour de la stratégie financière est un débat éminemment politique. Derrière toutes ces questions de chiffres se posent toutes les questions d'orientation politique. La Ville de Bienne doit-elle adapter sa politique à la situation financière ou plutôt adapter la situation financière à sa politique? Je pense, que le débat autour de cette question est un débat politique, qui va opposer un certain nombre d'intérêts divergents. La Ville doit réfléchir, quelles orientations et quelles prestations, elle veut absolument garder. Quelles sont les prestations qui pourront être un socle pour pouvoir rebondir? C'est très important d'avoir cette discussion au sein des différents groupes. Il faut garder une bonne distance, par rapport aux mesures proposées. La Ville de Bienne ne vit pas au-dessus de ses moyens. La Ville de Bienne n'est pas une ville, qui offre des prestations de luxe.

Concernant les questions liées au personnel, la masse salariale en 2007 représentait 183 mio. fr., en 2008 172 mio. fr. et en 2009, 165 mio. fr. Cela veut dire, que cette baisse correspondant à l'externalisation d'un certain nombre de services. Les Services de l'intégration professionnelle et la Police n'apparaissent plus dans la masse salariale. Cette politique d'externalisation m'inquiète. La Ville de Bienne doit se poser la question suivante: veut-elle être une communauté qui gère, qui donne des prestations publiques et qui offre un service public ou veut-elle simplement payer des

prestations à d'autres institutions? Pour moi, c'est la question essentielle de ce débat. Merci.

Kaufmann Stefan, FDP: Vorhin war von den bösen Abzockern die Rede, welche an allem Schuld sein sollen. Das Ganze nimmt noch andere Dimensionen an, betrachtet man Europa: Staaten mit übertriebenen Sozialsystemen betrügen, damit sie Gelder erhalten. Dies sind komplett andere Dimensionen. Zum Glück ist die Schweiz noch nicht so weit. Sie ist aber auf gutem Weg dazu. Damit meine ich zum Beispiel, dass im Stadtrat gesagt wird, Sparmassnahmen kämen nicht in Frage. Es ist klar, sparen ist nicht angenehm. Die Stadt wird aber in diese Situation kommen. Deshalb bin ich froh um diese Finanzstrategie. Sie zeigt auf, was möglich ist und bietet Diskussionsansätze. Die daraus abgeleiteten Massnahmen können diskutiert werden. Soll gespart werden, geht es aber nicht mehr darum, dass alle sich beteiligen können. Wenn von Solidarität gesprochen wird, muss diese von allen Seiten kommen. Meine VorrednerInnen wehren sich gegen Sparmassnahmen beim Personal. Mit linearen Kürzungen beim Personal bin auch ich nicht glücklich. Es muss aber auch bedacht werden, dass jede neu geschaffene Stelle das Lohnbudget schmälert. Also muss sich der Stadtrat überlegen, ob es schlau ist, permanent neue Stellen zu schaffen. Am Sparprozess müssen sich alle konstruktiv beteiligen, damit es gut kommt.

Bösch Andreas, Grüne Biel: Von verschiedenen Seiten wurden die präsentierten Massnahmen kommentiert. Eigentlich befindet sich der Stadtrat in einem grossen Dilemma. Das einzige, was er tun kann, wäre eine Rückweisung. Der Effekt wäre aber genau der gleiche. Der Stadtrat müsste dann nämlich den Gemeinderat beauftragen, einzelne Punkte zu prüfen. In der Geschäftsordnung des Stadtrates (SGR 151.21) steht ganz klar: "*Über Geschäfte, die dem Stadtrat zur Kenntnisnahme vorgelegt werden, wird nicht abgestimmt.*" (Art. 57 Abs. 4) Der Stadtrat kann also weder ja noch nein sagen, er kann sich nicht einmal der Stimme enthalten. Er kann einen Kommentar abgeben, wenn die Diskussion ernst genommen würde, müsste er eigentlich eine Rückweisung beantragen können. Deshalb ist es unsinnig, darüber zu diskutieren, ob Steuererhöhungen sakrosankt sind oder nicht. Der Stadtrat wird heute vom Gemeinderat darüber in Kenntnis gesetzt, was er machen möchte und das Parlament kann mit Spannung darauf warten, welche konkreten Projekte die Exekutive vorlegen wird.

Grünenwald Samuel, UDF: J'aimerais féliciter nos autorités, d'avoir élaboré une stratégie financière. C'est quelque chose de sage, qui devait être fait. Il n'est pas trop tard pour agir. Il est temps de le faire. Nous ne sommes pas simplement devant une situation de suppressions de postes de travail, de baisses des salaires ou de diminutions du personnel, nous devons faire face à un problème financier. Ce problème financier ne se trouve pas uniquement chez nous, mais il est mondial. J'apprécie, que la gauche défende les pauvres gens, qui n'ont pas ce qu'ils devraient avoir. Il y a également des bourgeois, qui n'ont pas ce qu'ils devraient avoir! La Grèce est un pays se situant à gauche et c'est la gauche qui doit prendre des mesures, afin de corriger la politique. Pour l'Espagne, c'est la même chose. Je souhaite bon courage à la gauche et aux Verts. Le travail accompli dans les décennies passées devra être accompli chez nous et vous le ferez. Nous serons là pour vous aider! Merci.

Brassel Urs, FDP: Ich bin sehr froh um diesen finanzstrategischen, zukunftsweisenden Bericht. Er zeigt, dass es dem Gemeinderat ernst ist, dieses Problem anzugehen. Sehr froh bin ich vor allem auch um die Tabelle "Saldo Transferzahlungen". 2004 kam ich in den Stadtrat. Damals betrugen die Transferzahlungen CHF 32 Mio.. Heute betragen sie bereits CHF 57 Mio., Tendenz steigend. Sie können nur finanziert werden, wenn auch Geld hineinkommt. Wenigstens in meinem Geschäft ist das so: fordern die Mitarbeitenden mehr Lohn, sage ich, dass es nur möglich ist, wenn auch mehr Umsatz erzielt wird. Ich zahle gerne mehr Lohn, aber es ist einfach so. Es ist eine ganz einfache Rechnung. Herr Stöckli sagte es gut: die Transferzahlungen sind für Biel erst interessant, wenn die Stadt über EinwohnerInnen mit einem steuerbaren Einkommen von mehr als CHF 60'000.- verfügt. Diese machen im Moment etwa 22% der Gesamtbevölkerung aus. Biel muss also dafür sorgen, dass die Stadt für diese Leute attraktiv ist. Der Bankdirektor, der etwas zu versteuern hat, soll in Biel bleiben und nicht nach Zug abwandern. Es dürfen nicht nur Mehrausgaben gefordert werden, sondern es muss auch dafür gesorgt werden, dass mehr Einnahmen generiert werden.

Némitz Cédric, PSR: Je voudrais réagir à une ou deux réflexions faites, afin de préciser les intentions de la gauche. Nous avons cru comprendre, que la gauche ne souhaitait pas prendre des mesures ou craignait certaines mesures. Je crois, que c'est mal comprendre, ce que notre porte-parole de groupe a expliqué. Le Groupe socialiste ne pense pas, qu'il ne faudra pas prendre de mesures. Ce que nous avons voulu dire est, que nous avons l'intention de prendre nos responsabilités dans le cadre des choix, que nous devons prendre. Ces choix seront difficiles et nous voulons qu'ils soient débattus en transparence et en responsabilité. Nous voulons, que ces choix puissent être pris, en fonction de règles, d'équité et de solidarité. Il n'est pas question de sacrifier des valeurs aussi importantes, que celles de l'équité et de la solidarité, même s'il s'agit de prendre des décisions difficiles. Je vous remercie.

Baltzer Niklaus, SP: Ich möchte nochmals ein paar klärende Worte anbringen. Der Beschlussesentwurf besteht aus sieben Ziffern. Bei fünf Ziffern steht: "*Der Stadtrat nimmt Kenntnis von...*". Das ist der Teil, welcher der Stadtrat nur zur Kenntnis nehmen kann. Ich schlage vor, dass der Präsident anschliessend diese fünf Ziffern, nämlich 1, 2, 3, 5 und 6 ausscheidet. Dann gibt es noch die Ziffern 4 und 7. Bei diesen muss der Stadtrat Beschlüsse fassen. Ich bin der Meinung, dass über diese Punkte separat abgestimmt werden müsste. Einerseits geht es um die Frage, ob das Postulat 20090340 Alain Nicati (Ausführliche Finanzplanung für die Jahre 2011/2012) als erfüllt abgeschrieben werden soll. Andererseits heisst es in Ziffer 7: "*Der Stadtrat beauftragt den Gemeinderat...*" und dort **stelle ich den Antrag, dass dem Stadtrat bereits mit dem Budget 2011 in ungefähr vier Monaten ein Zwischenbericht abgeliefert wird und nicht erst mit der Rechnung 2010.** Dies im Sinn einer besseren Transparenz. Je schneller in diese Diskussionen eingestiegen wird, umso ernsthafter und konkreter können diese geführt werden.

Grupp Christoph, Grüne Biel: Ein Nobelpreisträger sagte einmal, gerät man in eine problematische Situation, sollte eine andere Logik angewendet werden, um wieder aus diesem Problem herauszufinden. Sprich, um aus einer Krise herauszufinden, sollten andere Mittel angewendet werden, als diejenigen, die in diese Krise hineinführten. Was könnte dies im Hinblick auf die Finanzstrategie heissen? Es muss überlegt werden, welches die Ursachen der Krise sind. Ein Teil Ursache könnte darin

gesehen werden, dass an vielen Orten versucht wurde, den Staat kleinzusparen. Dies führt dazu, dass finanzielle Kontrollmechanismen vom Staat nicht mehr wahrgenommen werden können. Multinationale Konzerne agieren weltweit und unkontrolliert über die Köpfe der Politik hinweg mit verheerenden Folgen für die Finanzwelt, welche sich nun auch auf unsere Staats- und Gemeinwesen auswirken. Deshalb möchte ich mich für die vorliegende Strategie bedanken. Grundsätzlich bin ich immer ein Freund von Strategien. Sie zeigen, dass versucht wird, in weiser Voraussicht zu handeln. Es sollte aber nicht unbedingt die gleiche Logik, die zur Krise führte, angewendet werden, der Staat sollte nicht kleingespart werden. Dadurch werden nämlich gewisse staatliche Kontrollmechanismen und die ausgleichende Wirkung des Staates verunmöglicht, weil die Mittel fehlen.

Dann habe ich noch eine Frage: kann mir jemand sagen, weshalb die prognostizierten Defizite immer grösser werden, je weiter in die Zukunft geschaut wird? Ich finde das unlogisch. Es kann nämlich nicht genau gesagt werden, wie es 2013 aussehen wird. Dies wäre eine interessante Frage, mit welcher sich die Strategie und die weitere Berichtserstattung auseinandersetzen könnte.

Stöckli Hans, Finanzdirektor: Der Gemeinderat hatte die Absicht, das Parlament rechtzeitig in die Diskussion über die Zukunft der Finanzen einzubeziehen. Diese Diskussion muss unweigerlich geführt werden. Der Gemeinderat hat sich daher erlaubt, die Diskussion zusammen mit der Rechnung zu lancieren. Schon an der letzten Budgetdebatte machte sich der Gemeinderat Gedanken dazu. Es ist ihm bewusst, dass die Diskussion schwierig ist. Was bedeutet die schwarze Null? Dass in Zeiten, in welcher die Finanzen noch gesund sind gesagt wird, sie würden krank, wenn es so weitergehe, ist vielleicht schwierig zu verstehen. In meiner Fraktion fragte ich, wer schon einmal ein Rechnungsdefizit genehmigen musste. Wahrscheinlich kann ich diese ParlamentarierInnen unter den Anwesenden an einer Hand abzählen. Die allermeisten Stadtratsmitglieder haben noch nie erlebt, was es heisst, mit roten Zahlen umzugehen. Deshalb ist es verständlich, dass dieses Szenario möglichst verdrängt wird. In den letzten elf Jahren kam es nie vor. Es wurde gesagt: "Stöckli malt ja sowieso immer schwarz" und "seine schlechten Budgets können ja immer noch schwarze Zahlen liefern." Mit diesem Vorgehen möchte der Gemeinderat aber rechtzeitig und mittels einer weisen Vorwegstrategie dieses Thema angehen und den Stadtrat mit einbeziehen.

Ich möchte nochmals daran erinnern, was Herr Isler in der Budgetdebatte sagte. Es ging vorhin in den Äusserungen der Linken etwas verloren. Der Stadtrat ist nicht der Feind des Gemeinderats. Die beiden Räte müssen zusammenarbeiten. Über alles, was der Gemeinderat einbringt, kann der Stadtrat entscheiden. Er bekommt eine Menükarte und kann seine Auswahl treffen.

Was bedeutet die Finanzstrategie? Ich bin etwas enttäuscht, dass zu den strategischen Fragen keine Diskussionsbeiträge kamen. Die Strategie des Gemeinderats besteht nämlich darin, der Bevölkerung einen Service Public anzubieten, den sich die Stadt leisten kann. Dies ist auch Gegenstand der Schwerpunkte des Gemeinderats und wird vom Stadtrat explizit nur zur Kenntnis genommen. Nun sagen die einen, wir wollen genügend Geld zur Verfügung haben, um zu politisieren. Die anderen sagen, wir haben soundso viel Geld zur Verfügung, um zu politisieren. Stadt- und Gemeinderat müssen nun beide Sichtweisen

verknüpfen, so dass eine Politik gemacht wird, die auch finanziert werden kann. Der Gemeinderat möchte im Durchschnitt über mehrere Jahre einen ausgeglichenen Finanzhaushalt erreichen. Das heisst, dass das, was der Staat ausgibt, auch finanzierbar sein muss. Es darf nicht sein, dass auf Kosten der zukünftigen Generationen nicht nur die Umwelt, sondern auch die Finanzen belastet werden. Es reicht, wenn man sich gegenüber der Umwelt schlecht verhält. Dementsprechend muss sich die Stadt nach den ihr zur Verfügung stehenden Mitteln richten. Nun kann gesagt werden, dass in den letzten Jahren wirklich nicht auf Kosten künftiger Generationen gelebt wurde. Kosten, welche vergangene Generationen der Stadt auferlegten, konnten zum Teil zurückbezahlt werden. Dies gibt uns aber noch nicht das Recht, nun einen Paradigmenwechsel vorzunehmen und ab jetzt auf Kosten künftiger Generationen zu leben. Die Konsumausgaben müssen im Durchschnitt über mehrere Jahre selbst finanziert werden. Als zweites müssen die getätigten Investitionen durch Abschreibungen finanziert werden können, auch dies im Durchschnitt mehrerer Jahre zu 100%. Ich gebe zu, dass dazu auch gehört, dass die nötigen Investitionen getätigt werden. Natürlich kann auch gespart werden, indem anstehende Investitionen hinaus gezögert werden. Das ist falsch. Die nötigen Investitionen müssen getätigt werden. Sie müssen aber im Durchschnitt über mehrere Jahre finanziert sein.

Hier kommt der dritte Bestandteil der Finanzstrategie ins Spiel. Biel muss bei den Belastungen konkurrenzfähig sein. Leider ist es nicht so, dass die Steuerfrage nichts zur Attraktivität einer Stadt beiträgt. Im schweizerischen Kontext habe ich überhaupt kein Verständnis für die unsäglichen Konkurrenzkämpfe unter den Kantonen. Ich finde es beschämend, wie gewisse Kantone vor allem in der Innerschweiz mit Bundessubventionen Steuern so senken können, dass sie den Nachbarkantonen die Steuerzahlenden abluchsen. Andererseits bin ich davon überzeugt, dass ein gewisser Steuerwettbewerb Vorteile bringen kann. Jetzt geht es darum, "juste" und "équitable" zu sein, wie Herr Némitz so schön gesagt hat. Spielregeln sind nötig. In Biel gibt es nun die Spielregel, dass der Bürger und die Bürgerin die Steuern selber festsetzen können. Das ist einmalig. Gestern versuchte ich dies an einer Konferenz zu erklären. Die Leute begriffen nicht, dass die BielerInnen selber entscheiden können, wie viel Steuern sie bezahlen wollen. Das ist im Kanton Bern so und es muss klug damit umgegangen werden. Alle Steuererhöhungen werden wohl die Bürgerinnen und Bürger auch nicht akzeptieren. Die Exekutive muss sich Mühe geben, auch in der Steuerfrage konkurrenzfähig zu bleiben. Heute ist das in Biel so. Der Gemeinderat schloss nicht aus, dass die Steuern einmal erhöht werden könnten, dies jedoch nicht als erste, sondern eher als eine der letzten Massnahmen.

Zusammenfassend geht es also darum, dass der Finanzhaushalt im Durchschnitt über mehrere Jahre ausgeglichen sein soll, dass die nötigen Investitionen selber finanziert werden, und dass das Dienstleistungsangebot aufgrund von konkurrenzfähigen Steuern und Gebühren erbracht werden kann. Das ist die Finanzstrategie des Gemeinderats.

Für die Umsetzung stellte sich der Gemeinderat wiederum strategische Ziele. Die eine Hälfte des prognostizierten Defizits von CHF 20 Mio. möchte der Gemeinderat mit Mehreinnahmen decken, die andere Hälfte mit Minderausgaben. Das ist ein strategischer Ansatz. Leider äusserte sich auch zu dieser Frage noch niemand. Der Gemeinderat weiss jetzt noch nicht so recht, ob dieser Ansatz im Stadtrat eine

Mehrheit findet. Schwieriger wird es, wenn es dann darum geht, Aufteilungen vorzunehmen. Von verschiedenen Seiten wurde bereits angemeldet, dass es nichts mehr gebe. Ich wäre froh, wenn vorläufig auf solch kategorische Aussagen verzichtet würde. Wenn der Gemeinderat nicht mit Schwerpunkten arbeiten kann, muss er lineare Massnahmen treffen, so wie dies der Kanton Zürich oder die Stadt Bern machen. Der Gemeinderat findet dies schlecht. Er möchte lieber über politische Schwerpunkte und Diskussionen Lösungen finden.

Ich habe Verständnis dafür, wenn gesagt wird, das Personal sei unschuldig. Aber auch der Finanzdirektor trägt keine Schuld an der momentan zu erwartenden Situation. Einerseits gab es konjunkturelle Schwierigkeiten, welche sich bereits 2010 niederschlagen werden. Andererseits gibt es aber auch strukturelle Probleme, wie das bereits aufgezeigte Problem der Transferzahlungen. Diese Entwicklung muss beachtet werden. Der Gemeinderat kann aber nichts dagegen tun. 2011 werden die Transferzahlungen um CHF 10 Mio. höher sein als 2009, ohne dass der Gemeinderat dies beeinflussen könnte. CHF 10 Mio. wollen aber erarbeitet werden. Ausserdem leistet sich der Kanton Bern ein neues Steuergesetz. Mit dieser Steuergesetzrevision verliert die Stadt CHF 6 Mio. Steuereinnahmen, ohne dass sie etwas dagegen tun könnte. Diese beiden Aspekte sind die wichtigsten Ursachen dafür, warum der Gemeinderat die Situation verbessern möchte. Ich wäre Ihnen dankbar für Vorschläge, wie mit den prognostizierten Defiziten umgegangen werden soll. Einfach nur zu sagen, es sei zu sparen, reicht nicht. Die Strategie ist eine Möglichkeit, sich über solche Fragen auszutauschen. Hinzu kommen weitere Punkte, die der Gemeinderat nicht beeinflussen kann. Der ESB wurde bereits genannt. Ich bin aber zuversichtlich, dass dies mit geeigneten Massnahmen eine Stabilisierung der Finanzen erzielt werden kann. Das Ziel ist ja eine Stabilisierung der Leistungen auf dem heutigen Niveau. Dazu sind aber bereits grosse Anstrengungen nötig. Es geht um CHF 3,3 Mio. Mindereinnahmen im Vergleich mit den besten Jahren. Allein diese drei Fakten machen CHF 20 Mio. aus!

Über Investitionen wurde noch nicht gesprochen. Letzthin wurden aber im Stadtrat locker Beschlüsse gefasst, hier und dort zu bauen, sogar den Tunnel im Bereich Madretschstrasse-Mettstrasse zu sanieren. Der Gemeinderat wird dem Stadtrat auch eine Investitionsplanung vorlegen. Auch die Investitionen müssen heruntergefahren werden. Die Stadt kann sich nicht weiterhin jährlich CHF 40 Mio. an Investitionen leisten. Sollen CHF 40 Mio. investiert werden, müssen auch CHF 40 Mio. Abschreibungen getätigt werden. Dies ist schlicht und einfach nicht möglich. Das bedeutet, der Stadtrat muss mithelfen, wenn es zu Abstrichen und Verzögerungen bei Projekten kommt. Es kann nicht alles hier und jetzt verwirklicht werden.

Der Gemeinderat ist daran, verschiedene Massnahmen zu prüfen, wie mehr Einnahmen zu generieren. Dieses Ziel soll mit verschiedensten Massnahmen erreicht werden. Es ist erfreulich, dass das städtische Personal im Rat über eine so gute Unterstützung verfügt. Offensichtlich ist diese in Biel sogar besser als in Bern. Es wurde gesagt, bei der Pensionskasse seien die Prämien um 11% erhöht worden. Ich kenne diese Kasse sehr gut, ich bin deren Präsident. Ich kann mich nicht an eine solche Prämienhöhung erinnern. Es wurde auch gesagt, in den letzten zehn Jahren hätte es keine Realloohnerhöhung gegeben. Ich bin der Verantwortliche für Lohnverhandlungen und der Meinung, dass in den letzten Jahren Realloohnerhöhungen gewährt wurden. In den letzten Jahren wurden ferner jedes Jahr

Beförderungen und Stufenanstiege gewährt. Jedes Jahr wurden zusätzliche Millionen an Personalkosten ausgegeben. Deshalb tut es weh, wenn ich nun im Stadtrat hören muss, was die Stadt für eine Rabenarbeitgeberin sei. Wenn das wahr wäre, würde ich mich schämen. Aber ich bin stolz, weil es nicht so ist! Was die einzelnen Personalmassnahmen anbelangt, vertrat der Gemeinderat von Anfang an die Politik, er wolle nicht viel, sondern gut bezahltes Personal. Der Service Public besteht nicht darin, Personal anzustellen, sondern darin, dass dieses Personal Leistungen für die Bevölkerung erbringt. In der Massnahme 1001, welche Gegenstand des Projekts Struktur Biel 2013 und Esplanade ist, sollen alle von der Stadt erbrachten Dienstleistungen definiert werden. Es soll untersucht werden, welche dieser Dienstleistungen und in welchem Ausmass auch in Zukunft noch erbracht werden muss. Daneben soll die Organisationsstruktur angepasst werden. Wenn mit dieser Massnahme Dienstleistungen aufrechterhalten oder sogar verbessert werden können und gleichzeitig durch organisatorische Massnahmen Kosten gespart werden können, dann hoffe ich, dass auch die Linke das Vorhaben unterstützt. Die Aufgabe besteht nicht darin, möglichst viel Personal anzustellen, sondern Personal gut zu bezahlen und Leistungen erbringen zu lassen, welche die Bevölkerung will. Nach einiger Reflektion bin ich zuversichtlich, dass das erreicht werden kann. Betreffend die Einsparungen durch die Zentralisierung der Verwaltung wurde eine Zahl genannt. Dieses Projekt wurde aber verschoben. Aktuell können durch dieses Projekt also keine Einsparungen erzielt werden. Eine Zentralisierung der Verwaltung in einem neuen Verwaltungsgebäude wird also erst später Wirkung zeigen.

Die gleiche Frage stellt sich betreffend FILAG (Finanz- und Lastenausgleich). FILAG wird seine Wirkung nicht im Rahmen der Strategie 2011/2012 entfalten. Wenn er aber wie vorgesehen durch das Parlament abgesegnet wird, könnte er der Stadt Biel eine zusätzliche Entlastung bringen, die aber noch nicht in der erwähnten Zeitspanne 2011/2012, sondern erst später wirksam wird. Läuft alles rund, dürfte dies 2013 der Fall sein. Es kann aber auch ganz anders herauskommen. Massgeblich werden die Stimmen der bürgerlichen Mehrheit im Grossen Rat sein. Wenn bei den Lastenausgleichssystemen im Bereich der Fürsorge andere als vom Regierungsrat beantragte Beschlüsse gefasst werden, dann kann dies für Biel nachteilige Konsequenzen haben. Werden beispielsweise grosse Selbstbehalte oder Systemwechsel beschlossen, wäre dies für Biel nachteilig. Dies erklärt auch, weshalb der FILAG bis jetzt nicht berücksichtigt wurde: Einerseits also, weil er frühestens 2013 zum Tragen kommt und andererseits, weil er noch grosse Risiken birgt.

Das Evaluationsprojekt 803 "Synergien durch regionale Zusammenarbeit" kommt einer Externalisierung gleich. Ich weiss nicht, warum dies als Gefahr angesehen wird. Frau Magnin, das Gegenteil ist der Fall. Viele Arbeitnehmende, die vorher privat angestellt waren, wurden in die Stadtverwaltung integriert. Es passierte nicht das, was Sie vorhin beschrieben haben, sondern das Gegenteil. Die ganzen nebenschulischen Betreuungsangebote wurden zu städtischen Aufgaben. Damit ist der Beweis erbracht, dass der Gemeinderat diejenige Organisationsform wählt, von welcher er überzeugt ist, dass sie die besten Service-Public-Leistungen bietet.

Zu den Vorstellungen von Herrn Baltzer in Sachen Zwischenbericht: Der Gemeinderat möchte einen Zwischenbericht vorlegen, der Massnahmen in Kenntnis der Resultate des Rechnungsjahrs 2010 vorschlägt. Das ist der Grund, warum der Gemeinderat den Zwischenbericht erst zusammen mit der Rechnung 2010 vorlegen möchte. Es

besteht die Überlegung, dass zu diesem Zeitpunkt der Massnahmenkatalog bereits recht dick wäre und dem Stadtrat die Massnahmen unterbreitet werden können, welche in seinen Kompetenzbereich fallen. Der Gemeinderat ist nicht in der Lage, bereits mit dem Budget 2011 Massnahmen im Kompetenzbereich des Stadtrats vorzuschlagen. Er ist momentan voll im Budgetierungsprozess. Bis August sind die entsprechenden Massnahmen definiert. Bis dahin liegen keine neuen Zahlen vor. Das Resultat ist aber erst in einem Jahr bekannt. Zudem kann der Gemeinderat nicht bereits mit dem Budget 2011 grundsätzliche Anträge für Massnahmen im Kompetenzbereich des Stadtrats stellen. Was möglich wäre, ist, dass zusammen mit dem Budget 2011 mitgeteilt wird, welche Massnahmen im Kompetenzbereich des Gemeinderats bereits ergriffen wurden. Dafür braucht es aber keinen speziellen Auftrag. Diese Massnahmen sind im Budget sowieso erwähnt. Ich kann hier also versprechen, dass im Budget 2011 alle Sparmassnahmen für 2011 erwähnt werden. Ein Sonderbericht zur Finanzstrategie würde aus den genannten Gründen zu diesem Zeitpunkt keinen Sinn machen.

Als Letztes wäre ich froh, wenn das Postulat 20090340 Alain Nicati (Ausführliche Finanzplanung für die Jahre 2011/2012) als erfüllt abgeschrieben werden könnte. Der Postulant selber ist damit einverstanden. Ich möchte mich dafür entschuldigen, dass der Text nicht verteilt wurde. Vielleicht konnte dies in der Zwischenzeit nachgeholt werden. Da der Postulant aber einverstanden ist, wäre ich froh, wenn dies heute bereinigt werden könnte.

Der Gemeinderat schildert dem Stadtrat die momentane Situation. Es hielt auch nicht fest, dass er mit einem Defizit von CHF 46 Mio. rechne. Die Budgetveränderung ist marginal. Das hängt damit zusammen, dass die Anforderungen und Dienstleistungswünsche wohl etwas höher und die Steuereinnahmen möglicherweise etwas pessimistischer geschätzt wurden. Die Differenzen zwischen den Jahren 2011 und 2013 sind in diesen Grössenordnungen marginal. Es ist einfach ein Defizit von grob CHF 50 Mio. Der Gemeinderat erklärte aber, dass er nicht davon ausgehe, dass der Stadtrat das Budget moderater betrachten werde. Er machte ihn auf die Finanzlage aufmerksam. Der Gemeinderat geht davon aus, dass die Finanzlage infolge der vorhandenen strukturellen Probleme verbessert werden muss. Dank der guten Finanzlage hat die Stadt Zeit. Sie kann sich gar ein bis drei Jahre Zeit nehmen. Wenn sie sich aber zu lange Zeit nimmt, ist das Eigenkapital weg. Ich warne davor, zu hohe Defizite aus Konsum zu generieren. Dadurch entstehen auch wieder hohe Passivzinsen. Je mehr Passivzinsen geschuldet sind, umso weniger Handlungsspielraum liegt vor. Also ist sich die Stadt selber lieb, wenn sie mit diesen Massnahmen nicht allzu lange zuwartet. Es gilt, punktuell und schwerpunktmässig vorzugehen, nicht linear. Die eine Hälfte der Einsparungen soll auf der Einnahme-, die andere auf der Ausgabenseite erzielt werden. Dies kann nur erreicht werden, wenn der Stadtrat diese Bestrebungen unterstützt und auch bereit ist, das eine oder andere Mal über den eigenen Schatten zu springen.

Lachat Thomas, Stadtratspräsident: Betreffend der Redezeit heisst es in Art. 48 Abs. 6 der Geschäftsordnung des Stadtrates von Biel (SGR 151.21): "*Der Präsident oder die Präsidentin entscheidet über Ausnahmen.*" Dies wäre jetzt eine solche Ausnahme gewesen. Nun zu Herrn Baltzer: Ziehen Sie Ihren Antrag zurück?

Baltzer Niklaus, SP: Ich kann mit den Ausführungen des Stadtpräsidenten leben und ziehe meinen Antrag zurück.

Ogi Pierre, PSR: Lorsque je dis, que des dizaines de places de travail pourraient disparaître ou ne plus être réoccupées, cela peut être plus ou moins de places et cela peut se discuter. Lorsque je dis, que le personnel de la Ville a dû payer 11% de plus à la Caisse de pension, Monsieur Stöckli a été extrêmement strict et a dit, que ce n'est pas vrai. Monsieur Stöckli et moi avons participé à cette séance, à ce même micro et j'ai expliqué pourquoi le personnel a payé 11% de plus à la Caisse de pension. Monsieur Stöckli a souri, car il a remarqué, que l'ensemble du Conseil de ville n'avait pas vu le "puck", lui l'a vu depuis très longtemps! C'est pour cette raison, qu'il a pu économiser des millions de francs sur la Caisse de pension. Le personnel payait 36%, la Ville de Bienne 64%. Nous sommes montés de 36% à 40%. Si nous devons augmenter de 40% à 50%, le personnel ne payera pas 10% de plus de cotisations: le 10% de 40% c'est 4%, le 20% c'est 8% et le 10% c'est 25% de plus! Monsieur Stöckli, j'ai appris les additions, les soustractions, les divisions et les multiplications et j'en arrive à ce niveau-là!

Lachat Thomas, Stadtratspräsident: Da Herr Baltzer den Antrag zurückgezogen hat, kann "en bloc" abgestimmt werden. Es geht darum, Folgendes zu beschliessen:

- Kenntnisnahme der Punkte 1, 2, 3, 5 und 6
- Das Postulat 20090340 Alain Nicati (Ausführliche Finanzplanung für die Jahre 2011/2012) wird erheblich erklärt und als erfüllt abgeschrieben (Punkt 4).
- Beantragen des Zwischenberichts zusammen mit der nächsten Rechnung (Punkt 7)

Abstimmung

Der Stadtrat von Biel **beschliesst** nach Kenntnisnahme vom Bericht des Gemeinderates betreffend Finanzstrategie vom 7. Mai 2010, gestützt auf Art. 54 Ziff. 3 Bst. b der Stadtordnung vom 9. Juni 1996 (SGR 101.1):

1. Der Stadtrat nimmt Kenntnis vom Bericht des Gemeinderates.
2. Der Stadtrat nimmt Kenntnis von der Finanzstrategie mit den folgenden Zielsetzungen:
 - ausgeglichener Haushalt im Durchschnitt über mehrere Jahre,
 - Eigenfinanzierung der Investitionen im Durchschnitt über mehrere Jahre,
 - Konkurrenzfähigkeit in den Bereichen Steuern und Gebühren
3. Der Stadtrat nimmt Kenntnis, dass der Gemeinderat beabsichtigt, Massnahmen zu ergreifen mit den folgenden Zielsetzungen:
 - die Rechnung 2013 schliesst ausgeglichen ab
 - für die Jahre 2010 bis 2013 stehen max. CHF 44 Mio. vom Eigenkapital für Defizite zur Verfügung.
 - das Budget 2011 ist mit einem Defizit von höchstens CHF 15 Mio. zu unterbreiten.
4. Das dringliche Postulat 20090340 Alain Nicati wird als erfüllt abgeschrieben.

5. Der Stadtrat nimmt Kenntnis, dass der Gemeinderat beabsichtigt, die Investitionen so zu verstetigen, dass die Zielsetzung der Eigenfinanzierung über mehrere Jahre erreicht wird.
6. Der Stadtrat nimmt Kenntnis, dass der Gemeinderat beabsichtigt, mit den nachgenannten Evaluationsprojekten insgesamt eine Verbesserung von CHF 20 Mio. per 2013 zu erzielen, je hälftig aufgeteilt in Einnahmenerhöhung (Ertragskraftsteigerung) und Ausgabeneinsparungen und unter Verzicht auf eine Steuererhöhung.
7. Er beauftragt den Gemeinderat, ihm im Zusammenhang mit der Rechnung 2010 einen Zwischenbericht über den Stand der Finanzstrategie zu unterbreiten.

127. Geschäftsbericht 2009 der Stadtverwaltung Biel

Allg. Gemeindeverwaltung

Grivel Pierre-Yves, au nom de la Commission de gestion: Je vais essayer d'être bref et je traiterai l'objet dans sa globalité. Mes camarades ne prendront pas la parole, au sujet des différentes directions. Ce document est un peu le dictionnaire du milicien, du politicien que nous sommes, du parlementaire. C'est une sorte de petit "Google", où l'on va chercher les renseignements, lorsqu'on en a besoin. Ce rapport de gestion pourrait être aussi pour les nuls. Vous connaissez cette collection de livres, qui s'intitule "Pour les nuls"? Lorsque l'on veut résumer un sujet, on prend un de ces livres et on s'en sort bien. Pour nous, cela pourrait être ce style-là. Le rapport de gestion de l'Administration municipale est un recueil très complet, où l'on trouve l'essentiel de la vie politique biennoise. Le design est de qualité, l'impression moderne, le graphisme excellent. Il est simple, moderne et adapté à aujourd'hui. Un grand merci à l'Administration municipale, aux partenaires et à tous ces acteurs de l'ombre, à qui nous devons ce super document. Bien évidemment, il y a quelques petits défauts: des pages à double, des pages qui manquent, plusieurs croix, pas de couleur, mais l'essentiel pour nous est de retenir son contenu et finalement, de donner notre approbation à ce document.

J'ai retenu quelques points, d'abord au niveau de l'Administration générale de la Commune: une énumération d'élections (fédérales, cantonales ou communales), des décomptes, des crédits d'engagements, 245 naturalisations durant l'année 2009. On apprend, qu'au Canton, la stratégie de la formation a été mise en place et que la Loi sur l'énergie a été révisé, que l'heure des questions au Conseil de ville a été introduite. Pour le moment, je ne sais pas si c'est un succès, mais nous l'avons introduite. La Ville a très bien réagi à l'action "Pandémie du virus de la grippe H1N1". Ce fut une action urgente, un exercice vécu dans l'Administration de la Ville, dans les écoles et les bâtiments municipaux. Il y a eu de nombreux changements à la Chancellerie municipale, puisque nous avons nommé deux dames, en tant que Chancelière et Vice-chancelière. Nous avons pris congé de Pio Pagani. Le Service central de traduction est très important pour les romands, je le souligne. Dans ce rapport de gestion nous trouvons aussi les Archives municipales, le Service de la statistique et le bon fonctionnement du Secrétariat parlementaire, où nous avons pu

constater un élan de solidarité des collaboratrices, par rapport à l'accident de Madame Klemmer. Nous avons eu un départ très regretté, pour nous parlementaires, celui de Therese Käppeli.

Dans un deuxième temps, j'aimerais relever quelques points forts de la politique du Conseil municipal 2009-2012, qui se trouvent dans ce document. Nous pouvons nous poser des questions car 10% des objets sont considérés comme réalisés, les autres 90% sont en voie de réalisation ou en planification. On pourrait même penser, que des objets de la législature précédente font déjà partie des objets réalisés. Je n'entrerai pas dans les détails. Nous pouvons nous demander légitimement, si durant une législation, il serait possible d'ajouter des points forts, par rapport à l'évolution de certains projets, sous l'impulsion d'une direction, par exemple.

Ensuite, mon choix s'est porté sur quelques éléments. Il y a 110 pages, je vous fais grâce du reste. J'ai choisi la lettre "i" comme impulsion, en pensant à l'Esplanade, aux Stades de Bienne, à AGGLOLac, aux Prés-de-la-Rive, aux aires: Gygax, Gurzelen, Omega, Gassmann, aux bâtiments scolaires. Les rénovations, c'est extraordinaire, ça bouge! J'ai choisi la lettre "q" comme qualité de la vie dans les quartiers. Là, ça bouge moins. J'ai trouvé deux points (2.1 et 2.2), qui disent que pas grand chose n'a été réalisée. Il y a eu l'amélioration du passage sous-voies à Madretsch, c'est vrai, mais certains problèmes graves demeurent. Il y a eu l'aire des Pianos et du Breuil. Enfin un nettoyage, après avoir assisté au "squate" des bâtisses et au parking sauvage des roulottes, place maintenant à de nouveaux bâtiments. J'ai chois la lettre "f" comme famille. Une Ville qui doit attirer les familles. Cette Ville doit avoir une école à journée continue, un nouveau Règlement scolaire, avec des nouveautés, qui n'ont pour l'instant, pas été acceptées par tout le monde. Le projet-pilote concernant la politique du troisième âge n'est pas encore terminé. La politique de la jeunesse et un système de "controlling" aux œuvres sociales, qui a fait du bon travail. J'ai choisi la lettre "c" comme culture, en pensant à la réorganisation des musées, la fusion de théâtres. J'ai choisi la lettre "e" comme environnement: le Label Cité de l'énergie, les plans directeurs pour une stratégie des énergies renouvelables, la réduction de la consommation d'énergie et l'émission de gaz à effet de serre, la participation de la Ville à un concept hydraulique à Hagneck. Bienne dispose d'un système de vélos en libre-service. Là, je m'interroge, où et quand? Il y a aussi la Police de proximité, l'Unité de surveillance, la Police à vélo, la lutte contre les sprayages avec l'assurance Image Plus. J'ai choisi la lettre "m" comme mobilité urbaine, en pensant à l'Axe Nord, en phase de réalisation, l'Axe Ouest, le Regio Tram, l'arrêt CFF aux Champs de Boujean. J'ai choisi les lettres "fi" comme finances. Bienne doit rester attractive par des impôts, des taxes communales et des prix de services publics abordables. Au chapitre des finances, on peut lire que les terrains de Bienne ont encore une sacrée valeur globale. Le chiffre de 317 mio. fr. est articulé. Donc, il y a un capital en réserve. Il y a peu de candidats à l'apprentissage dans les services de certaines directions. Il semblerait que l'offre ne soit pas comprise partout. J'ai encore une question: pourquoi la fermeture du "Zollamt" de Bienne?

Je vous fais grâce de tous les autres points, mais vous dit, que la Commission de gestion a pris connaissance de ce rapport et adresse ses vifs remerciements au Conseil municipal pour son remarquable travail et à tous le personnel de l'Administration biennoise. Merci de votre attention.

Isler Peter, Fraktion SP: Im Namen der Fraktion SP möchte ich mich kurz allgemein zu diesem Bericht äussern. Merci beaucoup, Pierre-Yves Grivel, tu as tout dit. Ich bin auch der Meinung, dass es sich bei diesem Geschäftsbericht um ein ausgesprochen wertvolles Dokument handelt, welches den Stadtrat durch das ganze Jahr begleiten sollte. Schon letztes Jahr sagte ich, dass sich alle Stadtratsmitglieder damit auseinandersetzen sollten. All die kritischen Bieler BürgerInnen, die mir immer sagen, was in Biel schlecht ist, kann ich mit Hilfe des Geschäftsberichts vom Gegenteil überzeugen. Es steht so viel Positives darin, dass der Bericht auch der Presse empfohlen werden kann. Die Stadt braucht die Unterstützung der Presse, deshalb bitte ich Sie, diesen Bericht anzuschauen. Es wäre schön, wenn die Berichterstattung über Biel zwischendurch auch einmal positiv ausfallen würde. Ein Beispiel könnte sein: "Biel kann mit Zuversicht in die Zukunft blicken". Dies als Beitrag zur Krisenbewältigung. Ich weiss nicht, ob im Detail noch weitere Bemerkungen kommen werden. Meine Äusserungen gelten allgemein. Ich bin sehr dankbar für dieses Buch, welches mich durch das Jahr begleiten wird.

Linder Fiorella, Fraktion Forum: Auch ich möchte zum Geschäftsbericht allgemein etwas sagen und mich kurz fassen: Im Namen der Fraktion Forum danke ich allen, die zu diesem interessanten Geschäftsbericht beigetragen haben. Er zeigt in differenzierter und vielfältiger Weise die Aufgaben der verschiedenen Direktionen und Abteilungen auf. Die Fraktion Forum findet den Bericht aufschlussreich, übersichtlich und grafisch einmalig dargestellt. Er gibt Hinweise zu den Strategien und Tätigkeiten des Gemeinderats und kann vom Stadtrat als Basisinstrument oder als Nachschlagewerk genutzt werden. Besten Dank!

Calegari Patrick, Fraktion SVP plus: Auch die Fraktion SVP plus möchte für diesen schönen Bericht danken. Er stellt effektiv eine Lektüre dar, die nicht an einem Abend oder in einer Woche mal so rasch überflogen werden kann. Vielmehr ist er ein Werkzeug, welches das ganze Jahr verwendet werden kann. Wie bereits Herr Isler gesagt hat, kann es auch dazu dienen, den ewigen Biel-KritikerInnen zu beweisen, dass in Biel sehr wohl viel getan wird. Bienne bouge, Bienne est top, Biel ist dabei. Die Fraktion SVP plus hat sich auf die Schwerpunkte in Planung und Umsetzung konzentriert. Es ist interessant zu wissen, was läuft und was umgesetzt wird. Die Fraktion schaute sich die Punkte aber auch etwas kritischer an. Besonders ins Auge sticht Punkt 2.3 auf Seite 16: Es geht um die berüchtigte Unterführung Madretschstrasse-Mettstrasse. Ich glaube nicht, dass der Stadtrat heute Abend sagen könnte, dass die Sicherheit dort optimiert wurde und der Punkt erfüllt ist. Für mich ist er immer noch in Umsetzung, aber sicher nicht erfüllt. Über dieses Thema wird immer noch debattiert und eine gute Lösung wird etwas kosten. Der Stadtpräsident sagte es: vielleicht muss Biel in Zukunft mit Investitionen zurückhaltender sein. Eine Investition für diese Unterführung muss aber sicher noch debattiert werden. Der Rest des Geschäftsberichts ist in Ordnung. Besten Dank für die gute Leistung und das gute Werkzeug, welches dem Stadtrat nun das ganze Jahr hindurch zur Verfügung steht.

Lachat Thomas, Stadtratspräsident: Möchte jemand den Geschäftsbericht Direktion für Direktion durchgehen? Das scheint der Fall zu sein.

Sicherheitsdirektion

Beck Kadima Muriel, Fraktion Grüne Biel: Ich möchte die Sitzung nicht allzu stark verlängern. In der Leitung der Sicherheitsdirektion gab es aber eine Änderung. Deshalb möchte ich speziell hervorheben, wie viel Freude mir das Lesen der Ausführungen dieser Direktion bereitet hat. Das Engagement der Sicherheitsdirektorin ist sowohl auf dem Gebiet der Sicherheit als auch auf dem Gebiet der Energieversorgung deutlich spürbar. Dieses Engagement ist nicht nur dem Geschäftsbericht zu entnehmen, sondern immer wieder auch den Medien. Vieles ist im Gange, um das Sicherheitskonzept umzusetzen. Besonders freut es mich, dass in der Zwischenzeit auch bezüglich der niederschweligen Interventionseinheiten einiges ins Rollen kam und Bewerbungsgespräche stattfinden. Natürlich geschieht auch in den anderen Direktionen einiges, um das Sicherheitskonzept zu realisieren. Zum Beispiel finde ich die Begleitung von Neuzugezogenen aus anderen Kulturkreisen erfreulich. Dies fördert deren Integration. Scheinbar steht auch eine gute Lösung für den Alki-Treff vor dem Durchbruch. Besonders gut scheinen auch die Bemühungen in der Fanarbeit gestartet zu sein. Dank diesen kann die Gewalt im Sport zurückgebunden werden. Nicht zuletzt würde ich es begrüßen, wenn es der Stadt gelingt, 50% des Energieverbrauchs über zertifizierten Ökostrom aus eigener Produktion zu decken. In diesem Sinn freue ich mich zu sehen, wie diese Dynamik in den nächsten Jahren weitergehen wird. Im Namen der Grünen Biel danke ich allen Mitarbeitenden in dieser Direktion, welche zum ökologischen Verhalten der Stadt und ihrer Bevölkerung beitragen und welche im Bereich der Sicherheit zusammen mit den Direktbetroffenen umsetzbare Lösungen suchen und realisieren. Ich hoffe, dass die Stadt Randständige mit Fernhalte- und Wegweisungsverfügungen nicht nur vertreibt, sondern auch versucht, deren Probleme an der Wurzel anzugehen. Dazu habe ich übrigens noch eine kurze Frage. Welche Personen sind von diesen Massnahmen betroffen? Geht es auch um Wegweisungen im Zusammenhang häuslicher Gewalt?

Baudirektion

Bösch Andreas, Fraktion Grüne Biel: Ich spreche zur Baudirektion. Wie der ganze Geschäftsbericht ist auch dieser Abschnitt sehr gut und übersichtlich dargestellt. Der Geschäftsbericht wird von allen Seiten sehr gelobt. Dabei muss im Hinterkopf behalten werden, dass es sich um eine Selbstbeschreibung handelt. Der Stadtrat erwartet nicht, dass extrem kritische Punkte oder gar Probleme mit grosser Tragweite in diesem Bericht auftauchen. Die Fraktion Grüne möchte im Teil der Baudirektion auf zwei Dinge hinweisen: Auf Seite 105/106 findet sich eine Energiebuchhaltung. Dies ist ein Novum. Wie ich gehört habe, soll dieses im nächsten Geschäftsbericht sogar noch ausgebaut werden. Es ist zum Beispiel ersichtlich, dass der Stromverbrauch der CTS-Gebäude 41% des Stromverbrauchs aller städtischen Gebäude ausmacht. Bereits vom Sprecher der GPK wurde zudem die Frage nach dem Veloverleihsystem aufgeworfen. Diese Frage stellt sich auch für die Fraktion Grüne. So wie dieses im Geschäftsbericht erwähnt ist, entsteht das Gefühl, es sei genehmigt worden und werde umgesetzt. Auch die Fraktion Grüne hatte dieses Gefühl, als im Stadtrat darüber abgestimmt wurde und ich dachte bereits, dass ich im August 2010 mit diesen Velos herumfahren könne. Scheinbar verzögert sich nun dieses Projekt. Stimmt das und wenn ja, weshalb?

Bildungs-, Sozial- und Kulturdirektion

Chevallier Barbara, au nom du Groupe socialiste: Ceci est un commentaire s'adressant au Département de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture. Nous remercions tous les auteurs de cette section, qui nous permettent d'avoir une idée de l'immense travail effectué. Deux passages nous ont interpellés. Nous souhaitons poser les questions suivantes:

Concernant les affaires sociales, à la page 84, deux graphiques illustrent le changement entre 2008 et 2009 du profil des personnes qui s'adressent à l'aide sociale.

- Dans quelle mesure ces changements sont en lien avec la crise économique que nous traversons?
- Dans quelle mesure cette tendance se confirme-t-elle en 2010?
- Doit-on s'attendre à une aggravation de cette tendance dans les prochaines années?

Concernant la culture, le rapport d'activité est également réjouissant. Au sujet du Musée Schwab, nous aimerions savoir:

- Comment la direction du musée est assurée de manière intérimaire, suite au départ de Madame Betschart?
- Que pouvez-vous nous dire au sujet du futur rapprochement du Musée Neuhaus et du Musée Schwab?

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Es wurden drei Fragen gestellt, welche die Baudirektion betreffen: Zuerst zur Unterführung Madretschstrasse-Mettstrasse. Dieses Thema ist im Bericht etwas verwirrt dargestellt und kann so erklärt werden: Es wurden Sofortmassnahmen umgesetzt (Tempo 30, saubere Trennung der Fahrspuren, zwei Inseln). Eine weitergehende Forderung nach der Verbreiterung der Unterführung ist in Planung. Deshalb sind beide Kriterien markiert. Die Sofortmassnahmen wurden bereits umgesetzt und für die Umsetzung der sich in Planung befindlichen Arbeiten gilt ein Realisierungshorizont von mindestens acht Jahren. Dieses Projekt wird also mit der Finanzstrategie kollidieren.

Das Veloverleihsystem wurde nicht vergessen. Das Projekt befindet sich bereits in der Umsetzungsphase. Es wird im Herbst 2010 in Betrieb genommen. Es kam aber zu einer Verzögerung auf die Marschtabelle, da es dem Stadtrat später vorgelegt wurde. Dadurch entstand eine Verzögerung bei den Bestellungen und die Software dürfte erst im September 2010 bereit stehen. Aber die Baudirektion ist an der Ausführung.

Was die Energiebuchhaltung anbelangt, wurde gerade letzte Woche im Gemeinderat ein Kredit von mehreren CHF 100'000.- gesprochen, damit diese erfasst und verfeinert werden kann.

Schwicker Barbara, Sicherheitsdirektorin: Ich gebe den ausgesprochenen Dank sehr gerne an meine Mitarbeitenden weiter. Ich traf auf der Sicherheitsdirektion auf ein ganz tolles Team, mit welchem mir die Arbeit grossen Spass macht. Die Arbeit ist interessant und ich kann mit kompetenten und guten Leuten zusammenarbeiten. Es gab aber auch noch eine Frage zu den Fernhalte- und Wegweisungsverfügungen.

2009 kam es zu keinen solchen Wegweisungen oder Fernhaltungen. Früher wurden diese von der Stadtpolizei ausgesprochen. Die Kantonspolizei unternahm letztes Jahr aber nichts in diese Richtung. Erst dieses Jahr wurden solche Massnahmen rund um das Yucca in die Wege geleitet. Dies auch auf Bitte der BetreiberInnen hin. Diese Massnahme wird von der Kantonspolizei dann eingesetzt, wenn Probleme nicht mehr anders lösbar sind. Sie war im Sicherheitskonzept nicht in Fällen von häuslicher Gewalt vorgesehen, davon war nie die Rede. Ich muss dies noch genauer abklären. Es gibt ja den Runden Tisch gegen häusliche Gewalt. Ich werde dies dort zusammen mit der Kantonspolizei thematisieren. Im Sicherheitskonzept ist aber nichts erwähnt.

Moeschler Pierre-Yves, directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture: Concernant la première question de Madame Chevallier, je ne peux pas y répondre. Ces éléments et ces chiffres sont variables. Nous sommes toujours surpris des chiffres, d'une année à l'autre. Ils ne semblent pas obéir à une règle. Pour l'instant, c'est tout ce que je peux vous dire. Nous ne pouvons pas faire des projections, qui nous permettraient de voir exactement dans quelle direction nous irions et qui nous permettrait de définir une politique en la matière.

Vous avez posé une question concernant le Musée Schwab. Le départ de Madame Betschart a été regretté, bien évidemment. Le projet de fusion des musées est ancien. Il nécessite l'accord de tous les partenaires. Il a été décidé de confier, provisoirement, la direction administrative du Musée Schwab au Service de la culture et de renforcer les pourcentages de postes du personnel en place, de manière à ce que les activités puissent se poursuivre. Le Directeur du Musée Neuhaus a pu aussi mieux prendre connaissance de ce qui s'y passe et prendre influence sur le musée. Je ne peux pas encore vous parler du projet publiquement, puisqu'il est en consultation auprès des fondations. Je peux vous dire, que le projet demande beaucoup de doigté, d'enthousiasme, de talent de négociation et une bonne volonté de tous les partenaires, cependant il est sur la bonne voie. Nous aurons l'occasion d'en parler, lors de la rentrée scolaire.

Stöckli Hans, Stadtpräsident: Ich möchte noch darauf hinweisen, dass dies die 100. Ausgabe des Geschäftsberichts ist! Deshalb hat sich die Verwaltung besonders Mühe gegeben. Der Bericht ist farbig, vielfältig und dünn. Ich danke für die gute Aufnahme und die rasante Behandlung des Geschäftsberichts.

Abstimmung

Der Stadtrat von Biel **beschliesst** gestützt auf Art. 40 Abs. 1 Bst g der Stadtordnung vom 9. Juni 1996 (SGR 101.1):

Der Geschäftsbericht 2009 der Stadtverwaltung Biel wird genehmigt.

Lachat Thomas, Stadtratspräsident: Ich wünsche allen einen schönen Abend und bis morgen um 18.00 Uhr.

128. Neueingänge

- | | | |
|-----------------|--|---|
| 20100226 | Überparteiliches dringliches Postulat Anna Tanner SP, Daphné Rüfenacht, Grüne Biel, Nathan Güntensperger GLP, Roland Gurtner, Passerelle | SID |
| | Beitritt zum Solidaritätskomitee « MÜHLEBERG-Verfahren» gegen das Atomkraftwerk Mühleberg
Adhésion au Comité de solidarité «MÜHLEBERG-illimité-non» contre la centrale nucléaire de Mühleberg | |
| 20100227 | Motion Teres Liechti Gertsch, Fraktion SP | BAU |
| | Öffentlicher Kinderspielplatz im Gebiet des Kongresshausareals
Place de jeux publique dans le secteur du Palais des Congrès | |
| 20100228 | Postulat Nathan Güntensperger, GLP | BAU |
| | Liegenschaften der Stadt Biel als Standorte für Solarstrom
Immeubles de la Ville de Bienne en tant qu'emplacements pour l'énergie solaire | |
| 20100229 | Postulat Anna Tanner, Fraktion SP | FIN |
| | Keine Geschäfte mit verantwortungslosen Banken
Pas d'affaires avec des banques irresponsables | |
| 20100231 | Dringliche überparteiliche Motion Stefan Kaufmann, Fraktion Forum, Max Wiher, Fraktion GLP | Alle
Direktionen
Toutes les
directions |
| | Moratorium für neue Stellen in der Stadtverwaltung bis Ende 2012
Moratoire pour de nouveaux postes de travail au sein de l'Administration municipale d'ici à la fin 2012 | |

Schluss der Sitzung / *Fin de la séance*: 23.10 Uhr / heures

Der Stadtratspräsident / *Le président du Conseil de ville*:

Thomas Lachat

Die Ratssekretärin / *La secrétaire parlementaire*:

Regula Klemmer

Protokoll:

Katrin Meister

Lilian Stähli

Procès-verbal:

Carole Aeschlimann

Claire-Lise Kirchhof